



ÉTUDE DES CRÉDITS

2026-2027

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2025-2026 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		1
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.		2
4	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		10
5	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2016-2017 à 2025-2026, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2026-2027.		11
6	Pour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir la liste les compressions budgétaires demandées par le gouvernement et nous détailler les mesures de compressions mises en place par l'organisation pour répondre à la demande du gouvernement en indiquant la mesure et l'économie générée (ex. : suppression de poste, fin de programme, arrêt du temps supplémentaire, etc.) : a. Ministère de la Sécurité publique; b. Commissaire à la déontologie policière; c. Bureau du Coroner; d. RACJ; e. SQ; f. Tribunal administratif de déontologie policière; g. BEI; h. Commission des libérations conditionnelles; i. Fonds des services de police; j. UPAC; k. École nationale de police; l. École nationale des pompiers; m. SOPFEU.	MSP	-
7	Pour chacune des organisations ci-dessous, veuillez nous fournir les investissements faits pour l'intégration de l'intelligence artificielle en indiquant le coût et le type d'investissement (ex : frais mensuels, formations, etc.) : e. SQ;		12
8	Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2025-2026, ventilé par organisme.		13

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
9	Le montant total des compressions budgétaires en 2025-2026, ventilé par organisme et pour le ministère.		14
10	Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la cybersécurité et du numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer : a) une brève description du problème (ex : accès à des données, incidents de sécurité, infonuagique, etc.) B) les problèmes engendrés par la situation; c) les correctifs apportés; d) la durée du problème (inscrire les dates); e) les coûts engendrés; f) les conséquences (délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).		15
17	Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir : a) La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.); b) Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années; c) Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années; d) Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP; e) Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations; f) Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations; g) La liste des activités de prévention réalisées en 2025-2026 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités;		16
22	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a) Les travaux, études, analyses et les recherches produites à ce sujet; b) Le nombre d'armes saisies en 2025-2026. Veuillez ventiler l'information par région; c) Le nombre d'opérations policières effectuées concernant les armes à feu 3D en 2025-2026 ; d) La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.		21
25	Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage; b) Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel; c) Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.		24
37	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.		25
56	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne, la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.	MSP	-
62	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		26
64	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par corps de police et par région en 2025-2026.		27
67	Pour chacun des corps de police au Québec, les sommes dépensées en 2025-2026 pour l'achat d'armes de service, par type d'arme (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support).		28

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
68	Pour chacun des corps de police au Québec, les coûts en 2025-2026 pour la formation des policiers à l'usage d'une arme de service, par type d'arme (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support).		29
72	Le nombre d'arrestations effectuées en 2025-2026 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;		30
81	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2026-2027. Veuillez également nous fournir les budgets réellement dépensés		31
85	Suite au décès de la sergente Maureen Breault en 2023, un plan d'action a été mis en place. La mesure 5 du plan d'action, soit la Création d'un comité de liaison permanent, est sous la responsabilité du MSSS et du MSP. En lien avec ce comité, veuillez nous fournir : a) La liste des rencontres en indiquant la date et la liste des personnes présentes; b) Les ordres du jour; c) Les procès-verbaux; d) Les documents distribués; e) Les documents produits pour ou par le comité; f) Les recommandations formulées; g) Les analyses ou tout autre document produit par ou pour le comité.	MSP	
89	Veuillez nous fournir la liste des contrats de délation actuellement en vigueur en indiquant : a) L'année de l'entente; b) La durée de l'entente; c) Le montant total du contrat; d) Les sommes versées en 2025-2026; e) Les contrats de délation ayant pris fin en 2025-2026 en indiquant les raisons de la fin du contrat.		32
93	Concernant <i>Québec En Alerte</i> , <i>l'alerte AMBER</i> et <i>l'alerte Silver</i> , veuillez nous fournir : a) la liste des alertes en 2025-2026 en indiquant la date et la raison ; b) les crédits alloués à ce service, notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c) le coût pour chaque utilisation ; d) le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie ;		33
94	Le suivi apporté à chacune des 38 recommandations de la coroner M ^e Géhane Kamel concernant les décès de M ^{me} Maureen Breau et de M. Isaac Brouillard Lessard survenus le 27 mars 2023 lors d'une intervention policière à Louiseville.		34
98	Veuillez nous fournir, pour 2025-2026 pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;		35
99	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a) Le nombre de policiers en service; b) Le nombre de policiers retraités; c) Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.		37
100	En 2025-2026, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autre), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).		38

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
101	Toute analyse ou document réalisé au sujet des villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.	MSP	-
102	Toute analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.	MSP	-
116	Concernant la Division des mesures d'urgence (DMU) de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a) Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b) Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c) Le budget de fonctionnement.		39
117	Les investissements en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027. Veuillez indiquer la liste et le nombre de ces équipements.		40
118	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a) Les effectifs manquants en 2025-2026; b) L'estimation des effectifs à combler en 2026-2027, 2026-2027 et 2026-2027.		41
119	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2025-2026 et 2026-2027, ventilées par corps d'emploi.		42
120	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2025-2026 et 2026-2027, ventilées par corps d'emploi.		43
121	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.		44
122	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2025-2026 en indiquant : a) Les raisons; b) Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c) Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d) Le nombre de journées autorisées; e) Les coûts engagés par la SQ.		45
123	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.		46
124	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2025-2026 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).		47

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
125	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite.		48
126	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2025-2026, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi;		49
127	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2024.		50
128	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2023.		51
129	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2025-2026 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2020 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.		52
130	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2025-2026. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment		53
131	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2021-2022, 2022-2023 et 2025-2026. Veuillez également nous fournir la liste des codes.		54
132	Les coûts en temps supplémentaires, par code dans SITHAR (ex. : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.		55
133	Le nombre d'heures et les coûts du temps supplémentaire <u>obligatoire</u> effectués à la Sûreté du Québec pour 2025-2026. Fournir la ventilation de ces données par district.		56
134	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale MRC ». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2023.		57
135	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez-nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).		58
136	Veuillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.		59
137	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer a) Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2025-2026, par corps		60

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
	d'emploi; b) Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.		
138	Le 14 février 2025, le ministre annonçait l'entrée en vigueur d'une ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques. La ligne directrice entrait en fonction le 24 janvier 2025. En lien avec cette nouvelle directive, veuillez nous dire, <u>pour chacune des armes ou agents visés par la directive</u> (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support, formateur qualifié et requalification); a) Le nombre et le pourcentage de policier qui sont actuellement conforme à la directive, i.e. requalifié dans l'année civile 2024 et 2025. b) Le nombre et le pourcentage de policier ayant obtenu une prolongation d'une durée maximale de 45 jours par le directeur de police en raison de sa non-requalification; c) Le nombre et le pourcentage de policier affecté à une autre tâche en raison de son impossibilité à utiliser son arme à feu; d) Le nombre et le pourcentage de policier ayant échoué sa requalification et qui a pu conserver l'usage de son arme pour une période de 45 jours e) Le nombre et le pourcentage de policier ayant réussi la reprise à sa requalification;		61
139	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.		62
140	Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer : a)Le bilan des activités du CQDAAF; b) La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé; c) Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.		63
141	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breau.		67
142	Le nombre et le pourcentage de policiers ayant reçu la formation Maintien des compétences en intervention policière (MCIP) en 2025-2026, par territoire. Veuillez également nous indiquer votre plan de formation pour l'année 2026-2027.		68
143	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues.		69
144	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025-2026.		70
145	La liste des investissements réels faits en 2025-2026 par la SQ concernant ses infrastructures. Veuillez décrire brièvement les travaux réalisés.		71
146	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2025-2026 et les 5 dernières années : a) Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité ; b) L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; c) Le nombre de		72

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
	plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité, par type de fraude; d) Le nombre de signalements concernant des cas de cybercriminalité, par type de fraude ; e) Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; f) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.		
147	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité		74
148	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)		81
149	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)		82
150	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a) Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district ;b) Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelle en 2025-2026; c) Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2025-2026 ; d) Le nombre d'enquête ayant mené à des accusations ; e) Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2025-2026.		83
151	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux pour la période 2025-2026.		85
152	Concernant l'exploitation sexuelle, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district ; b) Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelles, ventilées par district; c) le nombre de signalements effectués ; d) la variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente ; e) Le nombre de victimes identifiées ; f) Le nombre d'enquêtes ouvertes; g) Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations ; h) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations		86
153	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b) Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2025-2026.		88
154	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a) L'effectif dédié, ventilé par district; b) Les sommes dévolues, ventilées par district; c) Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026; d) Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2025-2026.		89
155	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 31 mars 2024, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la Couronne, etc, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. b) budget ventilé de l'EILP pour 2025-2026 et 2025-2026 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2024 ; d) Bilan des activités de l'EILP.		91

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
156	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile (EILP-J), fournir : a) Au 31 mars 2026, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b) Budget ventilé de l'EILP-J pour 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026; c) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP-J; d) Bilan des activités de l'EILP-J.		92
157	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.		95
158	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.		96
159	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.		97
160	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.		98
161	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.	MSP	-
162	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.		99
163	Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la Sûreté du Québec en indiquant : a) Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b) Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région; c) Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d) Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e) Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région; f) Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2026-2027, ventilé par région; g) Le nombre de voitures à remplacer en 2026-2027, ventilé par région; h) Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2025-2026, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou arrêt de travail suite à l'incident; i) Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; j) Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec; k) les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années.		103
164	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex : système de sirène et de girophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).		106
165	Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous dresser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant : a)Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b)Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c) Le nombre de vestes de moins de 5		107

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
	ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d)Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2025-2026.		
166	Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire : a) Le coût d'une veste pare-balles NIJ06; b) Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c) Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2025-2026; d) Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années.		108
167	Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire : a) La liste des salles de tir actuellement en fonction; b) La liste des salles de tir fermées, en indiquant : i. La date de fermeture; ii. Les raisons de la fermeture; iii. Les correctifs à apporter; iv. Les travaux en cours, le cas échéant; v. L'estimation des coûts des travaux; vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir; c) La liste des salles de tir ouvertes en 2025-2026 en indiquant : i) Les travaux effectués; ii) Les coûts; iii) La date d'ouverture. c) La liste des salles de tir qui seront ouvertes de nouveau en 2026-2027 en indiquant : i) Les travaux actuellement en cours ou à venir; ii) Les coûts prévus; iv) La date d'ouverture prévue. E) La liste des emplacements loués pour remplacer les salles de tir en indiquant : i) L'adresse complète; ii) Une courte description des lieux (ex : champs, cabane à sucre, locaux vides, etc.) ; iii) Les coûts de location en 2025-2026 et les prévisions en 2026-2027.		109
168	Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026, veuillez nous indiquer, par CGA : a) Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA; b) Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA; c) Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2025; d) Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2025; e) Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2025; f) Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière; g) La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2025; h) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année; i) Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année; j) Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année; k) Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA; l) La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel; m) Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel; n) Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA; o) Les travaux entourant le reclassement des préposés et si les travaux sont terminés, veuillez nous dire les recommandations et/ou les changements apportés.		111
169	Le nombre signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant: a) La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.) ; b) Le nombre de dossiers fermés; c) Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCP; d) Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.		119
170	Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer : a) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes; b) Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes; c) Le nombre d'enquêtes actuellement en cours; d) Le nombre d'enquêtes terminées		120

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
	au cours de l'années en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;		
171	Le nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant par année, depuis 10 ans, ventilé de la façon suivante : a) Par mois; b) Par région; c) Nombre d'arrestations.		121
172	La Sûreté du Québec assure le contrat de sécurité à l'aéroport de Montréal depuis le 1er janvier 2025. En lien avec ce contrat, veuillez nous fournir : a) Une copie de l'entente avec l'aéroport; b) Par catégorie d'emploi : i) Le nombre de postes ouverts lors du début d'appel de candidatures; i) Le nombre de postes comblés; ii) Le nombre de prêts de service pour assignation temporaire et la provenance des prêts de service; iii) Le nombre de postes toujours vacants. c) Nombre d'effectifs affectés à l'aéroport ventilé de la façon suivante: i) Policiers patrouilleurs par type horaire (H1, H2, H3) ; ii) Policiers enquêteurs. Iii) Policiers officiers ; d) La provenance (ville, MRC, région du Québec) des policiers affectés à l'aéroport; e) Concernant les policiers de la SQ en affectation temporaire à l'aéroport de Montréal, veuillez nous fournir : i) Le nombre d'heures effectuées; ii) Le nombre d'heures supplémentaires; iii) Les frais de déplacement; iv) Les frais d'hébergement; v) Les frais de repas; vi) La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région). f) Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipement de bureaux, etc.).		123
173	Le 14 janvier 2025, le ministre de la Sécurité publique faisait le point sur l'ensemble des mesures déjà en place depuis un mois et celles à venir pour rehausser la sécurité de la frontière séparant le Québec des États-Unis à l'approche de l'entrée en poste de Donald Trump. En lien avec cette conférence de presse, veuillez nous fournir l'information suivante : a) Concernant l'annonce qu'à compter du 13 janvier 2025, la SQ va tripler les effectifs prêtés aux équipes mixtes américaines Border Enforcement Security Task Force (BEST) pour un total de neuf ressources (des enquêteurs et des agents de renseignements), veuillez nous dire : i) Le nombre de ressources prêtées par corps d'emploi; ii) Les investissements prévus en 2025-2026; iii) Les investissements réels en 2025-2026. b) Concernant la déclaration du ministre affirmant que « la SQ sera en mesure de déployer jusqu'à 300 policiers en 24 à 48 heures pour porter assistance aux instances fédérales au besoin », veuillez nous dire : i) Le nombre de policiers ayant porté assistance aux instances fédérales; ii) Le nombre d'heures supplémentaires et le coût en temps supplémentaire.		125
174	Concernant les actions policières liées au conflit de redevances (guerre des stupéfiants), veuillez fournir pour la période 2025-2026 à l'échelle de la province : a) Le nombre d'arrestations ; b) Le nombre de perquisitions ; c) Le nombre d'armes à feu saisies ; d) La somme d'argent saisie.		126
175	Concernant les actions policières liées au conflit de redevances (guerre des stupéfiants), veuillez fournir pour la période 2025-2026 à l'échelle de la Côte-Nord : a) Le nombre d'arrestations ; b) Le nombre de perquisitions ; c) Le nombre d'armes à feu saisies ; d) La somme d'argent saisie.		127

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
176	Concernant la rétention et le recrutement des policiers à la Sûreté du Québec, veuillez nous dire : a) Nombre d'embauches en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi ; b) Nombre de départs à la retraite en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi ; c) Nombre de départs à la retraite anticipée en 2025-2026, par territoire et par catégorie d'emploi ; d) Nombre d'ETC vacants, par MRC et par catégorie d'emploi pour une durée de : i) Moins de 120 jours ; ii) Plus de 120 jours.		128
177	La liste des MRC visées par une diminution du nombre de policiers sur son territoire en 2025-2026. Pour chacune de ces MRC, veuillez nous dire : a) Le nombre de policiers en moins ; b) Le nombre de policiers affectés au territoire desservi au moment de la signature de l'entente de services ; c) La liste des MRC qui auront une diminution du nombre de policiers sur le territoire en 2026-2027 suite à la réévaluation au premier trimestre de 2026 prévue à l'entente en indiquant le nombre de policiers en moins prévu ; d) La liste des MRC qui auront une augmentation du nombre de policiers sur le territoire en 2026-2027 suite à la réévaluation au premier trimestre de 2026 prévue à l'entente en indiquant le nombre de policiers en plus de prévu.		131
178	Concernant les compressions demandées par le ministre de la Sécurité publique à l'automne 2025, veuillez fournir pour la période 2025-2026: a) Le plan de compression ; b) Les sommes réellement livrées par la SQ en compression en 2025-2026 ; c) Le nombre de policiers qui ont perdu leur emploi, par région administrative ; d) Le nombre de policiers qui perdront leur emploi par région administrative ; e) Le nombre de policiers qui perdront leur emploi par services offerts (généraux, spécialisés, nationaux) ; f) Le nombre de civils qui ont perdu leur emploi, par région administrative ; g) Le nombre de civils qui perdront leur emploi par région administrative ; h) Le nombre de civils qui perdront leur emploi par services offerts (généraux, spécialisés, nationaux) ; i) La liste des postes fermés ; j) Le temps de réponse en moyenne avant et après dans les municipalités où les postes sont fermés ; k) La liste des directions affectées par des coupures ou une abolition ; l) La liste des outils et véhicules vendus ; m) Les contingents annulés de nouveaux policiers.		133

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
1	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		135
18	Quelles sommes ont été affectées directement par le ministère à des mesures de sécurisation de la frontière à la suite de l'élection de Donald Trump aux USA? Détaillez selon le type de mesures.		136
19	Quelle quantité de fentanyl a été saisi à la frontière québécoise dans les cinq dernières années et combien d'arrestations ont été faites à ce sujet? Ventilez par année.		137
23	Sur l'équipe dédiée aux relations avec les communautés autochtones, pour chacune des 11 communautés autochtones desservies, veuillez donner le détail des actions, de mesures et dépenses engendrées en 2025-2026.		138
24	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ en 2025-2026, donner : a) le nombre de plaintes provenant de résidents d'un territoire d'une communauté ; i. si possible, ventiler par type de crime ou de méfaits invoqués ; b) le nombre d'interventions de la SQ sur le territoire d'une communauté à la suite d'une plainte ; c) le nombre de dossiers ouverts suivant une intervention sur le territoire d'une communauté, ventiler par mois.		142
25	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ, veuillez donner le nombre d'appels au 9-1-1 provenant de résidents du territoire d'une communauté autochtone, ventiler par mois.		155
26	Pour chacune des 11 communautés autochtones desservie par la SQ. Pour 2025-2026, donner : a. les protocoles opérationnels concernant les interventions des agents de la SQ sur le territoire de la communauté ; b. tout manuel d'opérations, lignes directrices ou documents explicatifs sur les pouvoirs d'enquête, d'interventions ou d'arrestations des policiers de la SQ ; c. tout manuel ou directive au sujet des activités d'enquête, d'interceptions ou d'arrestations faites par les policiers de la SQ sur le territoire de la communauté.		156

SÛRETÉ DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3E GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU MINISTÈRE RÉPONDANT	PAGE
1	Indiquer les sommes dépensées en 2025-2026 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	QP1-1	-
2	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.	MSP	-
3	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2015 concernant le Taser.		158
4	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2025-2026 (SEULEMENT CEUX QUE LA SQ COORDONNE), dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	QP1-2	-
5	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2025-2026 qui n'ont pas été reconduits en 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis.		159
6	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2025-2026.		160
7	Pour l'année 2025-2026, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		161
8	Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		162
9	Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		163

10	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2025-2026 et comparaison avec les quatre années précédentes.		164
11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2025-2026.		165
12	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2025-2026, en incluant les coûts.		166
13	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces après des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010.	QP1-169	-
15	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		167
32	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2026-2027.	QP1-118	-
34	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027.	QP1-117	-
35	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	QP1-123	-
36	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2026.	QP1-127	-
37	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2026.	QP1-128	-
38	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2025-2026 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	QP1-129	-
39	Les objectifs d'émission de constats d'infraction pour chaque district et chaque région.		168
40	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2025-2026.	QP1-132	-
41	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).		169
42	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2025-2026, ainsi que les augmentations prévues.	QP1-143	-
43	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025-2026.	QP1-144	-

44	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2025-2026, et pour chacune des cinq dernières années.	QP1-146	-
45	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2025-2026.	QP1-150	-
46	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	QP1-151	--
47	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	QP1-157	-
48	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	QP1-158	-
49	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2025-2026, et ce, pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2026-2027.	QP1-152	-
50	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a) Au 1 ^{er} mars 2019, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif. B) budget ventilé de l'EILP pour 2025-2026 et prévisions 2026-2027 ; c) le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1 ^{er} avril 2025 et le 31 mars 2026 ; d) Bilan des activités de l'EILP.	QP1-155	-
51	Pour chacune des années depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.		170
52	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2025-2026 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	QP1-154	-
53	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.		171
54	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.		172
55	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	QP1-160	-
103	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	QP1-81	-
106	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	MSP	-
158	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2026, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2026-2027 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.		173

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

INDIQUER LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2025-2026 PAR LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.
PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Dépenses au 31 janvier 2026
Logiciels (licences, support et mises à jour)	9 384 531 \$
Achats de matériel	5 939 556 \$
Services professionnels	2 564 014 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information. Mandat du comité : Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée. Résultats du comité : Travaux en continu.	Aucun	Le comité est composé des représentants de : • Sûreté du Québec; • Commissaire à la lutte contre la corruption; • Ministère de la Sécurité publique; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de la Ville de Saint-Jérôme; • Service de police de Laval; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service du renseignement criminel du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité consultatif du Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) Mandats du comité : - Assurer une exploitation efficace et efficiente du CRPQ; - Formuler les politiques, les modalités et les principes directeurs relatifs au développement et au fonctionnement du CRPQ; - Établir les critères d'admissibilité au CRPQ; - S'assurer que des moyens de contrôle adéquats sont mis en place afin que les agences et les utilisateurs se conforment aux politiques, modalités et principes directeurs approuvés par le comité; - Définir et établir les priorités concernant les services à développer et à offrir aux utilisateurs; - Procéder, au besoin, à la formation de groupes de travail mandatés pour étudier un sujet et soumettre des recommandations au comité; - Assister et conseiller les organismes externes qui permettent un lien entre leurs banques de données et le CRPQ, afin d'assurer la compatibilité, la sécurité et l'utilisation optimale des systèmes. Résultats du comité : Travaux en cours	Aucun Les rencontres ont eu lieu en vidéoconférence TEAMS et en présentiel	Le comité est composé de représentants des organisations suivantes : - Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec; - Association des directeurs de police du Québec; - Ministère de la Sécurité publique; - Service de police de l'agglomération de Longueuil; - Service de police de la Ville de Montréal; - Service de police de la Ville de Gatineau; - Service de police de la Ville de Québec; - Service de police de Laval; - Service de police de Saguenay; - Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité de vérifications et d'observations intersectoriel des enquêtes en matière d'agression sexuelle (VOIE) Mandat du comité : - Avec la collaboration d'organismes publics et communautaires, le comité VOIE a le mandat d'analyser les enquêtes menées par la Sûreté du Québec en matière de crimes à caractère sexuel et d'identifier les meilleures pratiques relatives au traitement de ces dossiers par les policiers. Résultats du comité : - Travaux en cours	939\$	Le comité est composé de représentants de : - Sûreté du Québec; - Directeur des poursuites criminelles et pénales; - Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal; - Centre d'aide aux victimes d'actes criminels; - Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel La Chrysalide; - Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel Agression Estrie; - Mouvement contre le viol et l'inceste; - Association québécoise plaidoyer-victimes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité sur les drogues de synthèses Mandat du comité : - Échanger en matière de pratiques policières en lien avec les drogues de synthèse; - Échanger de l'information sur les mesures de sécurité à adopter; - Assurer une coordination au niveau des enquêtes en matière de drogues de synthèse; - Évaluer et cibler des nouvelles tendances de consommation de drogues de synthèse. Résultats du comité : - Travaux en cours	Aucun	Le comité est composé de représentants de : - Sûreté du Québec; - Agence des services frontaliers du Canada; - Gendarmerie royale du Canada; - Ministère de la Sécurité publique; - Santé Canada; - Service de police de Laval; - Service de police de la Ville de Gatineau; - Service de police de la Ville de Montréal; - Service de police de la Ville de Québec; - Service de police de l'agglomération de Longueuil; - Service correctionnel du Canada; - Service du renseignement criminel du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité exécutif crimes majeurs (CECM) Mandat du comité : En plus d'échanger sur des dossiers d'enquête ayant une portée provinciale, le comité a également pour mandat d'assurer le partage des meilleures pratiques et des nouveautés dans le domaine des enquêtes criminelles. Enfin, il est également un forum privilégié pour discuter des enjeux juridiques touchant la communauté policière. Il est à noter que le CECM sert également de comité directeur pour les alertes intrusives de nature policière (AMBER et AMMI). Résultats du comité : Travaux en continu	1 355\$	Le comité est composé de représentants de : • Directeur des poursuites criminelles et pénales; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service de police de Laval; • Service de police de Trois-Rivières; • Service de police de la Ville de Gatineau; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; • Service de police de la Ville de St-Jérôme; • Sûreté du Québec; • Unité permanente anticorruption.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité mixte public-privé de lutte contre les crimes financiers et la cybercriminalité Mandat du comité : Conformément à la recommandation 27 du Comité consultatif sur la réalité policière (CCRP), le rôle du comité mixte est de définir le fonctionnement, la structure organisationnelle de même que les rôles et les responsabilités de chacun des intervenants mis à contribution dans l'<i>Unité spécialisée en cybercriminalité et crimes économiques mettant à contribution le milieu institutionnel et l'entreprise privée</i> (recommandation 26). Résultats du comité : Travaux en cours	Aucun	Le comité est composé de représentants de : • Sûreté du Québec; • Ministère de la Sécurité publique; • Unité permanente anti-corruption; • Service de police de la ville de Montréal; • Gendarmerie Royale du Canada; • Autorité des marchés financiers; • Hydro-Québec; • Banque Nationale du Canada; • Desjardins; • Bell.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Comité opérationnel québécois en enquête sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet Mandat du comité : - Uniformiser et améliorer les pratiques d'enquêtes liées à l'Exploitation sexuelle des enfants sur internet - Échanger sur les enjeux opérationnels, technologiques et juridiques provinciaux et nationaux - Assurer la coordination inter-service en lien avec les budgets provinciaux (ESEI provincial et EILP-J) - Planifier et développer des opérations conjointes Résultats du comité : Travaux en continu	Aucun	Le comité est composé de représentants de : • Sûreté du Québec; • Directeur des poursuites criminelles et pénales; • Service de police de l'agglomération de Longueuil; • Service de police de Laval; • Service de police de la Ville de Gatineau; • Service de police de la Ville de Montréal; • Service de police de la Ville de Québec; Invités récurrents : • Centre national de coordination sur l'exploitation sexuelle des enfants; • École nationale de police du Québec; • Homeland Security Investigation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2025-2026, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Budget	Membres du comité
Nom du comité : Table de concertation en renseignement Mandat du comité : - Assurer une meilleure coordination entre organismes d'application de la loi pouvant contribuer stratégiquement au renseignement; - Identifier des enjeux communs et, lorsque possible, des mesures concertées visant à perturber les activités illicites; - Favoriser le partage des renseignements dans le but de générer des opportunités pour combattre les organisations criminelles sous différents angles; - Partager les meilleures pratiques en renseignement. Résultats du comité : Le comité a tenu 2 rencontres pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026. Travaux en continu.	Aucun	Le comité est composé de représentants de : - Régie du bâtiment du Québec - Autorité des marchés publics - Revenu Québec - Autorité des marchés financiers - Sûreté du Québec - Unité permanente anticorruption - Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail - Hydro-Québec - Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs - Commission de la Construction du Québec

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2025-2026 ET EN PRÉVISION POUR 2026-2027 : A) LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B) LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D) LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E) LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A, D et E : La campagne ***Une arme ça pogne pas*** vise à sensibiliser les jeunes aux risques liés aux armes, à déconstruire leur banalisation et à encourager le recours à des ressources lorsqu'ils se trouvent dans une dynamique qui pourrait dégénérer vers une violence armée. Des affiches et des autocollants ont été distribués à l'ensemble des policiers et policières communautaires afin de transmettre le message directement sur le terrain auprès des jeunes du secondaire et, ultimement, d'engager le dialogue sur ce phénomène de société. Plus de 25 000 personnes ont visité la page de la campagne à ce jour sur le site de la SQ, sans compter près de 3 millions d'apparitions du message vidéo en octobre dernier sur des plateformes telles que TikTok, Snapchat, Télé-Québec et YouTube.

B : Coûts pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 : 147 752\$

C : Firmes :

- 1) Centre d'acquisitions gouvernementales
- 2) Cossette Média inc.
- 3) La Presse

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2016-2017 À 2025-2026, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Total des créances de la Sûreté du Québec par année financière au 31 janvier 2026 :

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer¹	en \$
Moins d'un an	2 622 199
1-2 ans	7 613
+ 2 ans	274 819
Total	2 904 631

Mesures mises en place pour recouvrer les créances en souffrance (extrait de la politique de gestion « Recouvrement de créances » de la Sûreté du Québec) :

- La SQ doit recouvrer les montants qui lui sont dus conformément aux *Règles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État* ;
- Communication avec le client afin de négocier des ententes de remboursement ;
- Envoi d'états de compte au client incluant les frais d'intérêt ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte incluant les frais d'intérêt (après 90 et 150 jours) ;
- Envoi par courrier recommandé d'un état de compte, d'une lettre explicative et une copie des factures (après 210 jours) ;
- Transmission d'une copie du dossier à la Direction des services juridiques qui effectue par la suite diverses actions en vue du recouvrement de la créance.

Note 1 : Cette colonne n'inclut pas les comptes à recevoir des municipalités payables deux fois par année.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR CHACUNE DES ORGANISATION CI-DESSOUS, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES INVESTISSEMENTS FAITS POUR L'INTÉGRATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN INDIQUANT LE COÛT ET LE TYPE D'INVESTISSEMENT (EX : FRAIS MENSUELS, FORMATIONS, ETC.) : E) SQ

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Coûts et type d'investissement :

La suspension de l'utilisation des assistants virtuels s'appuyant sur l'IA,¹ au mois de mars 2025, a ralenti l'intégration et l'utilisation de l'IA au sein de la SQ. La levée de cette suspension, en décembre 2025², permet à la SQ de reprendre l'utilisation de solutions, telles que :

- *Microsoft Copilot* : aucun coût supplémentaire, les frais sont inclus dans les licences détenues par la SQ;
- *Microsoft Copilot Entreprise* : 16 licences à un coût de 6 240 \$ pour la période visée;
- *Adobe Creative Cloud* : les utilitaires d'IA sont inclus dans le coût des licences détenues par la SQ : 19 licences à un coût de 20 520 \$ pour la période visée.

¹ Ministère de la Cybersécurité et du Numérique, *Indication d'application IA-RI-2025-001-OP*, 13 mars 2025.

² Id., *Indication d'application IA-RI-2025-003-OP*, 5 décembre 2025.
Q-7 (2026-03)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES MESURES D'ÉCONOMIES ET LES MESURES EN RÉVISION DES PROGRAMMES IDENTIFIÉS AFIN DE RESPECTER LA CIBLE DE COMPRESSION BUDGÉTAIRE FIXÉE PAR LE SCT AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR 2025-2026, VENTILÉ PAR ORGANISME.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

L'information est disponible dans le budget de dépenses.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE MONTANT TOTAL DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES EN 2025-2026, VENTILÉ PAR ORGANISME ET POUR LE MINISTÈRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir le budget de dépenses de la Sûreté du Québec dans le livre des crédits 2026-2027.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR LE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES PROBLÈMES, DÉLAIS OU INCIDENTS INFORMATIQUES IMPLIQUANT LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE. POUR CHAQUE SITUATION, VEUILLEZ NOUS INDiquer : A) UNE BRÈVE DESCRIPTION DU PROBLÈME (EX : ACCÈS À DES DONNÉES, INCIDENTS DE SÉCURITÉ, INFONUAGIQUE, ETC.) B) LES PROBLÈMES ENGENDRÉS PAR LA SITUATION; C) LES CORRECTIFS APPORTÉS; D) LA DURÉE DU PROBLÈME (INSCRIRE LES DATES); E) LES COÛTS ENGENDRÉS; F) LES CONSÉQUENCES (DÉLAIS DE MISE EN LIGNE, DÉPASSEMENT DE COÛT, SITE INTERNET INACCESSIBLE, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE (NOMBRE DE POLICIERS, ENQUÊTEURS, ETC.); B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE – AU 31 JANVIER 2026	
	Ressources comblées au 31 janvier 2026
Sûreté du Québec (SQ) :	44
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	11
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	9
Service de police de Laval (SPL) :	3
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	0
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE (NOMBRE DE POLICIERS, ENQUÊTEURS, ETC.); B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES

	Budget 2025-2026
SQ	8 766 600\$
SPVM	1 829 900\$
SPVQ	2 025 600\$
SPVG	999 600\$
SPL	559 600\$
SPAL	140 100\$
Besoins ponctuels	0\$
TOTAL	14 321 400\$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE (NOMBRE DE POLICIERS, ENQUÊTEURS, ETC.); B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES

La Sûreté du Québec a repris la responsabilité de l'EILP le 1^{er} octobre 2021 et le Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP) a alors été créé. Depuis sa mise en place, 659 victimes ont déposé une plainte policière (période du 1^{er} octobre 2021 au 31 janvier 2026).

1^{er} avril 2025 – 31 janvier 2026 : 75 victimes

D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP

Le SLP ne comptabilise pas le nombre de dossiers déposés au DPCP ni le nombre de plaintes déposées par celui-ci. Il s'agit d'une donnée qui pourrait être fournie par le DPCP. Au niveau du SLP, les membres s'occupent du volet enquête. Une fois le dossier complété, il est soumis au DPCP pour étude et dépôt des chefs d'accusation.

E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

Le SLP est en mesure de fournir le nombre de dossiers ayant mené à des mises en accusation, c'est-à-dire les dossiers dans lesquels des accusations ont été portées contre le(s) suspect(s), à la suite de l'enquête policière. 267 dossiers ont mené à des mises en accusation depuis la mise en place du SLP.

1^{er} avril 2025 – 31 janvier 2026 : 56 dossiers ayant mené à des mises en accusation

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE (NOMBRE DE POLICIERS, ENQUÊTEURS, ETC.); B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Concernant les chefs d'accusation, entre le 1^{er} octobre 2021 et le 31 janvier 2026, 1 239 chefs d'accusation ont été déposés contre des suspects ayant commis des infractions dans le cadre d'enquêtes effectuées par les membres du SLP.

1^{er} avril 2025 – 31 janvier 2026 : 204 chefs d'accusation

F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS

Cette donnée n'est pas disponible.

G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE, EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS

Voici des activités de prévention réalisées par les membres du SLP au cours de la dernière année. Cependant, les sommes investies par activité ne sont pas comptabilisées :

- Participation à diverses tables de concertation et comités à travers le Québec.
- Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, le SLP a contribué à la formation/sensibilisation de 4 418 intervenants et de 2 006 policiers en matière d'intervention pour les dossiers d'exploitation sexuelle, de proxénétisme et de prostitution juvénile, et ce, essentiellement par l'entremise du programme *Les Survivantes*. Parmi les intervenants rencontrés, 673 œuvrent auprès des communautés autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE AU PROXÉNÉTISME (EILP), VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LA COMPOSITION DE L'ESCOUADE (NOMBRE DE POLICIERS, ENQUÊTEURS, ETC.); B) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT POUR L'EILP ET LES PROVISIONS POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES; C) LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES PAR ANNÉE POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES; D) LE NOMBRE DE PLAINTES/DOSSIERS DÉPOSÉS AU DPCP; E) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; F) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À DES CONDAMNATIONS; G) LA LISTE DES ACTIVITÉS DE PRÉVENTION RÉALISÉES EN 2025-2026 PAR L'ÉQUIPE EN INDIQUANT UNE COURTE DESCRIPTION ET LES MONTANTS INVESTIS PAR ACTIVITÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

• Depuis janvier 2026, en collaboration avec la Division des enquêtes spécialisées en cybercriminalité, le SLP effectue des recherches en sources ouvertes (Internet) de manière proactive afin de détecter en amont des situations potentielles d'exploitation sexuelle. • Participation au projet-documentaire « Respect de nos corps » chez Femmes autochtones du Québec, portant sur la prévention de l'exploitation sexuelle au sein des populations autochtones, tant en communauté qu'en contexte urbain. • Déploiement dans le Grand Nord dans trois communautés (Puvirnituk, Akulivik, Inukjuak), grâce à la société Makivvik, afin de donner de la formation à différents acteurs tel que les policiers, protection de la jeunesse, commission scolaire et intervenants de la santé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ARMES À FEU PRODUITES GRÂCE À DES IMPRIMANTES 3D, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET ; B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIES EN 2025-2026. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE D'OPÉRATIONS POLICIÈRES EFFECTUÉES CONCERNANT LES ARMES À FEU 3D EN 2025-2026 ; D) LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET

Aucun.

B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIES EN 2025-2026 PAR RÉGION

Les données compilées par la Sûreté du Québec ne permettent pas d'isoler le nombre d'armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D.

Notons toutefois que tous les corps de police du Québec peuvent soumettre les armes à feu qu'ils saisissent au Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) à des fins de dépistage. Les données issues des activités du CQDAAF permettent de donner un aperçu de la proportion d'armes à feu illégales issues de l'impression 3D saisies au Québec. Puisque les armes à feu sont dépistées sur demande, ces données ne sont donc pas exhaustives.

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, sur les 4 308 armes à feu sans restriction, à autorisation restreinte ou prohibées qui ont été soumises au CQDAAF pour dépistage, 20 étaient des armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D. 19 d'entre elles étaient des armes de poing et 1 était une arme longue. De ce nombre, 8 ont été saisies par la SQ. Le tableau ci-dessous présente les données colligées depuis la mise en place du CQDAAF.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES ARMES À FEU PRODUITES GRÂCE À DES IMPRIMANTES 3D, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET ; B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIES EN 2025-2026. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE D'OPÉRATIONS POLICIÈRES EFFECTUÉES CONCERNANT LES ARMES À FEU 3D EN 2025-2026 ; D) LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'armes à feu produites à l'aide d'une imprimante 3D soumises au CQDAAF pour dépistage, présentées par région		
Régions	1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025	1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026
Abitibi-Témiscamingue	-	1
Bas-Saint-Laurent	1	1
Capitale-Nationale	-	1
Centre-du-Québec	-	-
Chaudière-Appalaches	1	-
Côte-Nord	-	1
Estrie	19	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-
Lanaudière	-	2
Laurentides	41	-
Laval	-	2
Mauricie	1	-
Montérégie	4	4
Montréal	7	6
Nord-du-Québec	-	-
Outaouais	-	-
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	-
TOTAL	76	20

*

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ARMES À FEU PRODUITES GRÂCE À DES IMPRIMANTES 3D, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET LES RECHERCHES PRODUITES À CE SUJET ; B) LE NOMBRE D'ARMES SAISIES EN 2025-2026. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE D'OPÉRATIONS POLICIÈRES EFFECTUÉES CONCERNANT LES ARMES À FEU 3D EN 2025-2026 ; D) LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- C) **LE NOMBRE D'OPÉRATIONS POLICIÈRES EFFECTUÉES CONCERNANT LES ARMES À FEU 3D EN 2025-2026 (PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2025 AU 31 JANVIER 2026)**
Pour cette période, le CQDAAF a répertorié un (1) dossier d'enquête SQ visant la fabrication et le trafic d'une arme à feu 3D.
- D) **LA LISTE DES MESURES OU DES ACTIONS MISES EN PLACE POUR SENSIBILISER LA POPULATION OU POUR CONTRER LA PRODUCTION D'ARMES AVEC DES IMPRIMANTES 3D**
 - Vigie provinciale des saisies d'armes à feu de fabrication privée fait par le CQDAAF, permettant d'identifier tout fabricant de masse et d'ainsi demander des expertises plus approfondies au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML), le cas échéant.
 - En 2019, dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, la SQ mis en place une équipe d'enquête dédiée aux dossiers d'approvisionnement en armes à feu, ce qui inclut tant l'importation que la fabrication. En 2021, cette équipe a largement été bonifiée dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la violence armée du gouvernement du Québec. Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 2 imprimantes 3D ont été saisies.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 24 MAI 2023, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ANNONÇAIT L'OCTROI DE 8,54 M\$ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ) POUR RECONDUIRE ET BONIFIER L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU. EN LIEN AVEC CETTE ANNONCE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE NOMBRE DE POLICIERS SUR L'ÉQUIPE DE DÉPISTAGE; B) LE NOMBRE DE POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES GRÂCE À L'INVESTISSEMENT ADDITIONNEL; C) LE BILAN DES ACTIVITÉS DE L'ÉQUIPE DEPUIS SA MISE EN PLACE EN JANVIER 2023; D) LES SOMMES INVESTIES POUR L'ÉQUIPE EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) 6 policiers : 4 SQ*, 2 CPM (dont 1 CPM à combler)
- B) 2 policiers supplémentaires depuis le 1^{er} avril 2023 : 2 SQ
- C) Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2026
- 10 870 armes à feu dépistées
 - o 2 774 armes de poing
 - o 8 096 armes longues
 - 836 dispositifs prohibés signalés
 - o 729 chargeurs à grande capacité
 - o 77 silencieux
 - o 30 dispositifs de tir automatique
 - 84 demandes en collaboration avec l'ATF (Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives) et HSI (Homeland Security Investigations).
- D) 509 430\$ *

* Dépenses au 31 janvier 2026, excluant les frais de déplacement, les coûts de loyers, d'utilisation de véhicules, d'amortissement, du RITP et les autres coûts indirects.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUTE DIRECTIVE OPÉRATIONNELLE ÉMISE PAR LE MINISTÈRE, SES ORGANISMES OU SES AGENCES, AU SUJET DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR
L'IMMATRICULATION DES ARMES À FEU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TOUT ANALYSE OU DOCUMENT RÉALISÉ CONCERNANT L'UTILISATION DE BANQUE DE CARACTÉRISTIQUES OU DE MESURES BIOMÉTRIQUES OU DE SOLUTIONS DE RECONNAISSANCE FACIALE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'EFFECTIFS IMPLIQUÉS DANS LA LUTTE AUX GANGS DE RUES, DIVISÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR RÉGION EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En date du 31 janvier 2026, la stratégie de lutte contre le crime organisé compte 376 policiers en place*.

* *La stratégie de lutte contre le crime organisé inclut la lutte contre les gangs de rue et contre la violence armée.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR CHACUN DES CORPS DE POLICE AU QUÉBEC, LES SOMMES D'ARGENT DÉPENSÉES EN 2025-2026 POUR L'ACHAT D'ARMES DE SERVICE, PAR TYPE D'ARME (AGENT CHIMIQUE, ARME À IMPULSION ÉLECTRIQUE, ARME INTERMÉDIAIRE D'IMPACT À PROJECTILE, ARME DE SERVICE, ARME DE SUPPORT).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Produit	Dépenses 2025-2026
Armes de service	9 436,00 \$
Armes de support	7 004,00 \$
Armes intermédiaires d'impact à projectile	168 766,00 \$
Agents chimiques (inertes, pour formation)	48 514,00 \$
Total	233 720,00 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR CHACUN DES CORPS DE POLICE AU QUÉBEC, LES SOMMES D'ARGENT DÉPENSÉES EN 2025-2026 POUR LA FORMATION DES POLICIERS À L'USAGE D'UNE ARME DE SERVICE, PAR TYPE D'ARME (AGENT CHIMIQUE, ARME À IMPULSION ÉLECTRIQUE, ARME INTERMÉDIAIRE D'IMPACT À PROJECTILE, ARME DE SERVICE, ARME DE SUPPORT).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Dépenses entre le 1 ^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 : 3 185 800 \$ pour la diffusion des formations touchant l'utilisation d'une arme (arme de service, arme de support, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile et agent chimique).
Il n'est cependant pas possible de ventiler les sommes par type d'arme, puisque les dépenses sont toutes imputées au même poste budgétaire.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRES D'ARRESTATIONS EFFECTUÉES EN 2025-2026 CONCERNANT LA POSSESSION DE CANNABIS POUR UNE PERSONNE DE MOINS DE 21 ANS. VEUILLEZ SPÉCIFIER LE NOMBRE D'ARRESTATION POUR UNE PERSONNE ÂGÉE DE 18 À 21 ANS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

1. Nombre d'arrestations effectuées par la SQ du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne de moins de 21 ans : 185 2. Nombre d'arrestations effectuées par la SQ du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 concernant la possession de cannabis (loi provinciale et fédérale) pour une personne âgée entre 18 à 21 ans : 20

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR LUTTER CONTRE LE TERRORISME DEPUIS CINQ ANS AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LES BUDGETS RÉELLEMENT DÉPENSÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Budget 2025-2026 pour la lutte contre le terrorisme : 2 737,2 k\$

Le montant indiqué ci-dessus est le budget réellement dépensé.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS DE DÉLATION ACTUELLEMENT EN VIGUEUR EN INDIQUANT : A) L'ANNÉE DE L'ENTENTE; B) LA DURÉE DE L'ENTENTE; C) LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT; D) LES SOMMES VERSÉES EN 2025-2026; E) LES CONTRATS DE DÉLATION AYANT PRIS FIN EN 2025-2026 EN INDIQUANT LES RAISONS DE LA FIN DU CONTRAT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT QUÉBEC EN ALERTE, L'ALERTE AMBER ET L'ALERTE SILVER, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) LES DONNÉES RELATIVES À CETTE ALERTE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE FOIS UTILISÉ ET AUTRES STATISTIQUES DISPONIBLES ; B) LES CRÉDITS ALLOUÉS À CE SERVICE, NOTAMMENT EN LOGICIEL, ÉQUIPEMENT, MISE À JOUR ET PAIEMENTS DIVERS ; C) LE COÛT POUR CHAQUE UTILISATION ; D) LE TAUX D'ERREUR DE DIFFUSION OU D'ÉCHEC RELATIVEMENT À LA TECHNOLOGIE ; E) LE TAUX D'EFFICACITÉ DE LA DIFFUSION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Aucune utilisation de l'Alerte Amber à la SQ et aucune utilisation de l'Alerte Silver pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026. À noter que la responsabilité du système <i>Québec en Alerte</i>, qui est utilisé pour transmettre les alertes intrusives telles que l'alerte AMBER, relève du Centre des opérations gouvernementales (COG) de la Direction générale adjointe des opérations (Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie) et non de la SQ.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE SUIVI APPORTÉ À CHACUNE DES 38 RECOMMANDATIONS DE LA CORONER GÉHANE KAMEL CONCERNANT LE DÉCÈS DE MME MAUREEN BREAU ET DE M. ISAAC BROUILLARD LESSARD SURVENU LE 27 MARS 2023 LORS D'UNE INTERVENTION POLICIÈRE À LOUISEVILLE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Des 38 recommandations formulées par la coroner Géhane Kamel, 4 recommandations sont adressées à la SQ, soient les recommandations 33 à 36.

Recommandation 33 : Poursuivre le déploiement des formations *Maintien des compétences en intervention policière* (MCIP) et *Réponse à un état mental perturbé* (REMP) dans les meilleurs délais, à tous les patrouilleurs, répartiteurs et sergents de poste. Statut : La recommandation est appliquée intégralement.

Recommandation 34 : Mettre en place des formations de compétences pratiques (simulations) et en continu, par région administrative, en désignant des mentors formés. Statut : La recommandation sera appliquée, avec des adaptations ou des mesures alternatives permettant d'atteindre le même objectif.

Recommandation 35 : Mettre en place, dans les meilleurs délais, deux centres de formation multidisciplinaire principaux et au moins six centres satellites pour les MRC éloignées dédiés aux policiers de la SQ. Statut : La recommandation est appliquée, avec des adaptations ou des mesures alternatives permettant d'atteindre le même objectif.

Recommandation 36 : Ajouter un jour supplémentaire à la formation MCIP dont les scénarios des thèmes de la désescalade et du couvreur-contact sont inclus. Statut : La recommandation sera appliquée intégralement.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE ET LES SOMMES INVESTIES PAR LES DIFFÉRENTS CORPS DE POLICE ET PAR LE MINISTÈRE POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE CHEZ LES POLICIERS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Programme de prévention du suicide

Lancé le 10 septembre 2020, le programme est pleinement opérationnel et reconduit annuellement. Il repose sur des actions structurées et pérennes :

- Plateforme intranet dédiée, mise à jour continue (articles, outils, témoignages) ;
- Matériel promotionnel disponible (affiches, autocollants) ;
- Offre de formation continue en santé mentale et en prévention du suicide ;
- Mécanismes de dépistage et d'intervention, incluant un réseau actif de sentinelles ;
- Dispositif de postvention prêt à être déployé en cas de suicide d'un employé ;
- Conférences de professionnels spécialisés en prévention du suicide ;
- Campagne annuelle de sensibilisation, incluant pour 2026 la création d'un site Web dédié (<https://www.sq.gouv.qc.ca/ca-val/>) afin de renforcer la portée et l'accessibilité des ressources.

Programme de réseau des sentinelles

- Implanté en projet pilote en 2019-2020 en collaboration avec le Regroupement des centres de prévention du suicide du Québec;
- Le programme a été déployé à l'échelle de l'organisation en février 2021 et demeure pleinement actif. Le programme est structuré, encadré et en déploiement continu ;
- Formation structurée de 7 heures, dispensée à l'interne depuis 2021 ;
- Réseau actif de 392 sentinelles réparties dans les différents milieux de travail de la SQ;
- 102 interventions réalisées par les conseillers en prévention psychologique depuis 2019 auprès d'employés référés par une sentinelle;
- Consolidation et développement continus, incluant une campagne de recrutement ciblée et la formation de nouvelles sentinelles.

Programme de premiers soins psychologiques (PSP)

Élaboré en collaboration avec le Centre d'étude sur le trauma, le programme PSP vise à offrir un soutien par les pairs structuré et réactif, favorisant une intervention précoce pour réduire la détresse après des événements à potentiel traumatique. Le programme s'articule autour de plusieurs axes clés :

- Application de stratégies concrètes pour gérer les réactions liées au stress et aux traumatismes ;
- Orientation vers des ressources spécialisées lorsque nécessaire ;
- Formation structurée des répondants (10,5 heures) pour assurer une réponse bienveillante et proactive ;
- Réseau de 93 répondants à travers l'organisation, en cours d'implantation via la campagne de recrutement et de formation lancée en 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE ET LES SOMMES INVESTIES PAR LES DIFFÉRENTS CORPS DE POLICE ET PAR LE MINISTÈRE POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE CHEZ LES POLICIERS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Agent de liaison humanitaire
• En poste depuis septembre 2022.

Sommes investies
Les coûts précis liés aux mesures de prévention du suicide ne sont pas disponibles, car ils ne sont pas comptabilisés sous ce thème spécifique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE TENTATIVES DE SUICIDE D'UN POLICIER OU D'UNE POLICIÈRE, PAR ANNÉE, POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE DE POLICIERS EN SERVICE ; B) LE NOMBRE DE POLICIERS RETRAITÉS ; C) LE NOMBRE DE SUICIDES RÉALISÉS AVEC UNE ARME DE SERVICE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- B) Le nombre de tentatives de suicide est une donnée non disponible.
- C) Aucun pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS DIRE LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT EU ACCÈS À UNE THÉRAPIE POUR DÉPENDANCE (ALCOOL, DROGUE, JEUX, AUTRE) PAR TYPE D'EMPLOI (POLICIER, ENQUÊTEUR, ETC).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La SQ offre le service de thérapie pour dépendance dans le cadre de son programme de bilans annuels psychologiques adaptés (BAPA) et le programme d'aide aux employés. Par contre, la SQ ne tient aucun registre quant aux personnes ayant eu accès à ce type de thérapie, ni au nombre, ni au type d'emploi puisque cette démarche est confidentielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA DIVISION DES MESURES D'URGENCE (DMU) DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR ÉQUIPE SPÉCIALISÉE ET PAR ANNÉE DEPUIS 2020 : A) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS COMPLET, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) LE NOMBRE D'EFFECTIFS À TEMPS PARTIEL, PAR CORPS D'EMPLOI ; C) LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Postes policiers autorisés à temps complet							
	Février 2020	Février 2021	Février 2022	Février 2023	Janvier 2024	Janvier 2025	Janvier 2026
Module d'intervention Mascouche							
Policiers	9	14	15	15	15	15	15
Module d'intervention St-Hubert							
Policiers	11	13	16	17	17	24	24
Module d'intervention Québec							
Policiers	18	21	22	22	22	22	24
Équipe de recherche terrestre							
Policiers	2	2	2	3	4	4	4
Équipe équestre							
Policiers	0	0	1	2	2	2	2
Équipe hélicoptérée							
Policiers	1	1	1	1	1	1	3
Équipe plongée							
Policiers	6	6	6	6	6	9	10
Équipe sauvetage							
Policiers	6	5	7	8	9	9	9
Module canin							
Policiers	10	12	13	14	19	19	20
Autres							
Policiers						13	12
Total	63	74	83	88	95	118	123

c) les budgets de fonctionnement de ces unités sont incluses dans les enveloppes régulières de la Sûreté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES INVESTISSEMENTS EN ÉQUIPEMENT SPÉCIALISÉ, PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT, POUR LA PÉRIODE 2025-2026, ET LES PRÉVISIONS POUR 2026-2027.
VEUILLEZ INDIQUER LA LISTE ET LE NOMBRE DE CES ÉQUIPEMENTS. ^{(1) (2)}

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Coût (\$) au 31 janvier 2026	Quantités acquises
Armes à feu et accessoires pour les armes	172 294	16
Autres (équipements de sécurité, habits de protection, unités canines, etc.)	734 246	350
Cinémomètres	932 989	347
Équipement de plongée	72 890	30
Gilet pare-balles	3 674 672	1 899
Lunettes de vision (d'approche, jumelle)	13 774	10
Outils (Scie à chaine, démonte-pneus)	8 574	2
TOTAL :	5 609 439	2 654

- (1) : Les prévisions pour 2026-2027 ne sont pas disponibles.
- (2) : Les dépenses dans les différentes catégories sont comptabilisées au Grand quartier général, à Montréal, bien qu'elles servent à l'ensemble du territoire par attribution temporaire : lutte au terrorisme, unités d'urgence, groupe d'intervention, enquêtes criminelles, sécurité routière, télécommunication et autres. Cette liste ne comprend pas les dépenses d'immobilisations reliées au parc automobile et à l'informatique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**CONCERNANT LES MANQUES D'EFFECTIFS DANS LA SQ, VEUILLEZ NOUS FOURNIR, PAR CORPS D'EMPLOI : A) LES EFFECTIFS MANQUANTS EN 2025-2026;
B) L'ESTIMATION DES EFFECTIFS À COMBLER EN 2026-2027, 2027-2028 ET 2028-2029.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- a) 38 effectifs policiers manquants au 31 janvier 2026*.
212 postes civils au 31 janvier 2026

- b) Différents scénarios sont sous analyse.

* 2 cohortes se sont ajoutées en février et mars 2026, pour un total de 48 recrues

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS FORMULÉES PAR LA SQ AU MSP EN 2025-2026 ET 2026-2027, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	1
Agents et sergents	36
Agents de soutien aux activités policières	2
Technicien et personnel de bureau	4
Total	43

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP EN 2025-2026 ET 2026-2027, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	1
Agents et sergents	36
Agents de soutien aux activités policières	2
Technicien et personnel de bureau	4
Total	43

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES DEMANDES D'AJOUT D'EFFECTIFS AUTORISÉES PAR LE MSP ET MISES EN PLACE EN 2025-2026, VENTILÉES PAR CORPS D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Corps d'emploi	Nombre
Officier	1
Agents et sergents	34
Agents de soutien aux activités policières	2
Technicien et personnel de bureau	3
Total	40

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICES DE LA SQ ENVERS UN CORPS DE POLICE MUNICIPAL EN 2025-2026 EN INDIQUANT : A) LES RAISONS; B) LE CORPS DE POLICE OÙ LE PRÊT DE SERVICE A ÉTÉ DEMANDÉ; C) LE NOMBRE DE POLICIERS, VENTILÉS PAR CORPS D'EMPLOI; D) LE NOMBRE DE JOURNÉES AUTORISÉES; E) LES COÛTS ENGAGÉS PAR LA SQ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

L'EFFECTIF (POLICIERS/CIVILS) AU 31 JANVIER 2026, RÉPARTI PAR DISTRICT ET PAR QUART DE TRAVAIL, AVEC VENTILATION POUR LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX PATROUILLES
AUTOROUTIÈRES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGIONS	En place au 31 janvier 2026		Répartition par quart de travail des effectifs en place (incluant 368 effectifs affectés à la desserte autoroutière)					
	Civils (réguliers)	Policiers	Jour		Relèves (jour-soir/jour-soir-nuit)*		Nombre moyen de personnes par relève	
			Civils	Policiers	Civils	Policiers	Civils	Policiers
Montérégie	164	980	138	573	26	407	7	81
Estrie - Centre-du-Québec	117	593	101	273	16	320	4	64
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	211	922	192	511	19	411	5	82
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	84	471	69	218	15	253	4	51
Mauricie-Lanaudière	185	963	130	494	55	469	14	94
Outaouais-Laurentides	74	533	69	221	5	312	1	62
Côte-Nord - Saguenay-Lac-Saint-Jean	103	485	85	260	18	225	5	45
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec	54	356	45	125	9	231	2	46
Grand quartier général	1 142	756	1 103	656	39	100	10	20
Total	2 134	6 059	1 932	3 331	202	2 728	51	546

* Les relèves peuvent différer d'un district à l'autre et entre les unités du Grand quartier général.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE NOUVEAUX POLICIERS ENGAGÉS EN 2025-2026 PAR DISTRICT, EN INDIQUANT LE PROVENANCE DES POLICIERS ENGAGÉS (EX : NICOLET, SPVM, SPVQ, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de policiers engagés entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026 : **113**

Répartition du nombre de policiers engagés pour cette même période par district, pour la Direction de la sécurité des réseaux de transport (DSRT) et la Direction des ressources humaines (DRH):

Catégorie	DSRT	Est	Nord	Ouest	Sud	DRH	Total
Recrues	26	6	18	26	19	0	95
Séniors	1	4	1	3	6	3	18
Total	27	10	19	29	25	3	113

Provenance des policiers engagés :

Recrues :

GRC : 0
Forces armées canadiennes : 0
Autres corps de police : 18
Sans expérience policière : 77

Séniors :

Sûreté du Québec : 16
Autres corps de police : 2

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS FOURNIR, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LES DONNÉES CONCERNANT LES DÉPARTS DES POLICIERS ET DES POLICIÈRES, AVANT L'ÂGE DE LA RETRAITE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 21 policiers ont quitté pour la retraite avant le nombre d'années de service requis pour une retraite sans réduction.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE POUR 2025-2026, VENTILÉS PAR CORPS DE POLICE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, il y a eu 149 départs policiers à la retraite.

Catégorie d'emploi	Nombre
Directeur général adjoint	1
Inspecteur-chef	0
Inspecteur	1
Capitaine	10
Lieutenant	12
Sergent	77
Agent	48
Total général	149

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE (DIRECTEURS, INSPECTEURS, CAPITAINES, ETC.) POUR LES POLICIERS, ET (CADRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.),
POUR LES CIVILS AU 31 JANVIER 2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>EFFECTIFS POLICIERS RÉGULIERS (en place au 31 janvier 2026)</u>		<u>EFFECTIFS CIVILS RÉGULIERS (en place au 31 janvier 2026)</u>	
Directeur général	1		
Directeurs généraux adjoints	4		
Inspecteurs-chefs	17	Cadres	76
Inspecteurs	37	Professionnels	682
Capitaines	83	Techniciens	460
Lieutenants	212	Personnel de bureau	882
Sergents	2 303	Ouvriers	34
Agents et agents sur horaires variables	3 402		
TOTAL	6 059	TOTAL	2 134

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES PRINCIPALES ATTRIBUTIONS DU PERSONNEL POLICIER (PATROUILLE, ENQUÊTE, SOUTIEN OPÉRATIONNEL, ADMINISTRATIF OU GESTION) AU
31 JANVIER 2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<u>RÉPARTITION DE L'EFFECTIF POLICIER RÉGULIER (en place au 31 janvier 2026)</u>	
Direction générale	113
Administration*	137
Affaires organisationnelles	19
Enquêtes criminelles	1 931
Surveillance du territoire	3 859
TOTAL :	6 059

* Cette catégorie regroupe les instructeurs de l'ENPQ, le personnel libéré pour activités syndicales ainsi que les membres non assignés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES INTERVENTIONS EN SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CONSTATS D'INFRACTION [PROVINCIAUX/MUNICIPAUX], VÉRIFICATION TECHNIQUE, CAPACITÉS AFFAIBLIES, CONDUITE DANGEREUSE, ETC.) POUR LA PÉRIODE 2025-2026 ET INDIQUER LE NOMBRE DE CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LES POLICIERS DE LA SQ DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025 SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET SUR LES ROUTES ENTRETENUES PAR UNE MUNICIPALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2025 :			
Constats d'infraction :		<u>Autoroutes</u>	<u>Autre route numérotée ou non numérotée</u>
Provinciaux	239 311	133 002	106 309
Municipaux	195 712	605	195 107
Avis de vérification technique	107 124		
Avis de vérification mécanique	7 673	1 605	6 068
Conduite dangereuse	730		
Capacité de conduite affaiblie	6 524		
Délits de fuite	6 780		
TOTAL	563 854		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR DISTRICT, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ À LA SQ, EN PRÉCISANT LE TYPE D'ACTIVITÉ AUQUEL EST RELIÉ LE TEMPS SUPPLÉMENTAIRE POUR LA PÉRIODE 2025-2026*. FOURNIR LA VENTILATION SALARIALE POUR CHAQUE SEGMENT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: SÛRETÉ DU QUÉBEC

	Opérations régulières									Opérations spéciales	Total Heures effectuées
	Formation ** (temps de déplacement)	Présence à la cour 55-56-57	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10 - 25	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Divers *** 15-21-23-24 40-49-60-61		
DISTRICTS ET RÉGIONS											
District Sud	153	5	39		3	39	446	24	2 040	3 084	5 834
Région Montérégie	1 502	2 139	9 432	226	516	308	2 327	41 907	2 079	32 095	92 532
Région Estrie - Centre du Québec	1 755	1 957	6 511	752	1 282	86	1 929	50 460	3 763	37 283	105 778
District Est	71	37	52				218		976	3 351	4 704
Région Capitale Nationale - Chaudière - Appalaches	1 645	2 047	10 402	1 011	2 306	59	2 396	42 611	1 315	44 680	108 472
Région Bas Saint laurent - Gaspésie - Îles de la Madeleine	1 691	2 510	8 742	1 126	1 057	975	1 449	37 541	2 090	29 445	86 625
District Ouest	229	30	70	0	2	19	272		2 896	2 193	5 711
Région Mauricie - Lanaudière	959	2 421	8 929	64	953	2 424	1 049	47 453	1 922	53 776	119 950
Région Outaouais - Laurentides	1 918	1 371	10 128	77	4 481	208	1 305	35 766	1 177	35 231	91 663
District Nord	130	16	46	15	119	13	211	1	1 568	8 319	10 438
Région Côte Nord - Saguenay Lac-Saint- Jean	1 307	1 849	5 277	707	3 014	104	1 212	58 578	1 217	38 394	111 659
Région Abitibi - Temiscamingue - Nord du Québec	1 368	1 441	6 603	690	644	32	2 522	24 578	1 867	45 146	84 890
S/total - districts & régions	12 728	15 822	66 233	4 667	14 379	4 267	15 335	338 919	22 911	332 998	828 259
GQG											
Direction générale									34	20	54
Exécutif		21	138			11	2 298	4 023	38	1 424	7 952
Direction principale stratégie affaires Institutionnelles		2	286				27	40	359	18	732
Affaires organisationnelles	8		135				123	171	246	1 979	2 661
Administration	3 300	5	19		4		4 422	4	206	931	8 890
Enquêtes criminelles	21 473	6 248	68 132	5 808	95	9	4 379	686	1 231	270 750	378 812
Surveillance du territoire	2 514	1 682	3 878		8 694	36 399	4 090	5 225	2 085	99 779	164 345
S/total - GQG	27 294	7 957	72 587	5 808	8 793	36 419	15 339	10 150	4 199	374 901	563 446
TOTAL - SQ	40 022	23 779	138 820	10 475	23 172	40 686	30 674	349 068	27 110	707 899	1 391 704
%	2,88%	1,71%	9,97%	0,75%	1,66%	2,92%	2,20%	25,08%	1,95%	50,87%	100,00%

* Temps supplémentaire policiers au 31 janvier 2026. Le calcul tient compte des heures réelles effectuées qui ont été approuvées ou qui sont en attente d'approbation, pour tous types de remboursement (payé, compensé et banque de retraite)

** Codes de gains A221 et A222

*** Incluant les activités suivantes : 15 (transport routier), 21 (moralité), 23 (alcool), 24 (jeux et loterie), 40 (protection et surveillance), 49 (bloc cellulaire - gardiennage), 60 (travail de bureau) et 61 (activité administrative).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ENREGISTRÉES DANS SITHAR, PAR CODE (EX : OPÉRATION D'URGENCE, PRÉSENCE MINIMALE MRC, ETC.) PAR MOIS ET PAR ANNÉE, POUR 2023-2024, 2024-2025 ET 2025-2026. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS FOURNIR LA LISTE DES CODES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir la réponse à la question 130 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES COÛTS EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE, PAR CODE SITHAR (EX: OPÉRATION D'URGENCE, PRÉSENCE MINIMAL EMRC, ETC.) PAR MOIS ET PAR ANNÉE POUR 2023-2024, 2024-2025 ET 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: SÛRETÉ DU QUÉBEC

	Opérations régulières									Opérations spéciales	Total heures effectuées
	Formation ** (temps de déplacement)	Présence à la cour 55-56-57	Détection 30	Drogues et stupéfiants 22	Sécurité routière 10 - 25	Patrouille préventive 65	Autre travail policier 50	Présence postes MRC 85	Divers *** 15-21-23-24 40-49-60-61		
Heures totales - SQ	40 022	23 779	138 820	10 475	23 172	40 686	30 674	349 068	27 110	707 899	1 391 704
Coût total	3 201 787 \$	1 902 314 \$	11 105 591 \$	838 014 \$	1 853 738 \$	3 254 860 \$	2 453 930 \$	27 925 446 \$	2 168 785 \$	56 631 887 \$	111 336 354 \$

* Temps supplémentaire policiers au 31 janvier 2026. Le calcul tient compte des heures réelles effectuées qui ont été approuvées ou qui sont en attente d'approbation, pour tous types de remboursement (payé, compensé et banque de retraite)

** Codes de gains A221 et A222

*** Incluant les activités suivantes : 15 (transport routier), 21 (moralité), 23 (alcool), 24 (jeux et loterie), 40 (protection et surveillance), 49 (bloc cellulaire - gardiennage), 60 (travail de bureau) et 61 (activité administrative).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS, PAR DISTRICT, DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE OBLIGATOIRE EFFECTUÉ À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR 2025-2026. FOURNIR LA VENTILATION DE CES DONNÉES PAR DISTRICT.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes de la SQ ne permettent pas d'isoler l'information demandée.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE D'HEURES EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE ENREGISTRÉES DANS SITHAR POUR « PRÉSENCE MINIMALE MRC ». VEUILLEZ NOUS FOURNIR L'INFORMATION PAR MOIS, DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2018.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour « présence minimale poste MRC » pour l'année financière 2025-2026 (au 31 janvier 2026) :

Mois	Heures
Avril 2025	24 010
Mai 2025	25 274
Juin 2025	32 898
Juillet 2025	53 756
Août 2025	54 623
Septembre 2025	35 652
Octobre 2025	29 084
Novembre 2025	25 946
Décembre 2025	40 304
Janvier 2026	27 521
Total	349 068

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LE NOMBRE DE POLICIERS EN ARRÊT DE TRAVAIL, VENTILÉS PAR TYPE D'EMPLOI (PATROUILLEURS, ENQUÊTEURS, ETC.) PAR RÉGION ET PAR TYPE D'ARRÊT DE TRAVAIL (SANTÉ MENTALE, BLESSURE, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En date du 31 janvier 2026, 359 policiers étaient en arrêt de travail de plus de 3 jours.	
Par corps d'emploi	
Agent et sous-officier	349
Officier	10
Total	359
Par région	
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	60
Estrie-centre du Québec	25
Grand Quartier Général (MTL):	53
Montréal	54
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	21
Bas St-Laurent-Gaspésie-Iles de la Madeleine	33
Côte-Nord Saguenay-Lac-St-Jean	40
Mauricie-Lanaudière	42
Outaouais-Laurentides	31
Total	359
Par type d'arrêt de travail	
Accident de travail	37
Maladie	322
Total	359

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ FOURNIR LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE PAR LA SQ POUR OFFRIR DU SOUTIEN EN SANTÉ MENTALE POUR SES POLICIERS ET L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL. POUR CHACUNE DE CES MESURES, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LES SOMMES CONSACRÉES PAR LA SQ ET LE NOMBRE DE PERSONNES Y AYANT EU RECOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Mesures mises en place	Nombre de personnes y ayant eu accès
Programme de prévention du suicide	Non disponible
Programme du réseau des sentinelles	Non disponible
Programme d'aide aux employés	1 132
Programme de premiers soins psychologiques (PSP)	Non disponible
Séance de renforts psychologiques	1
Programme de services spécialisés	476
Programme de bilan et d'aide psychologique adaptée (BAPA)	436
Accompagnement d'employés et des gestionnaires	846
Le coût total des mesures en santé mentale s'élève à 774 159\$ au 31 janvier 2026. Voir la réponse à la question 38 des demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS NÉCESSITANT UNE REQUALIFICATION ANNUELLE. POUR CHACUNE DES FORMATIONS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE POURCENTAGE DES EMPLOYÉS AYANT FAIT LA REQUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS EN 2025-2026, PAR CORPS D'EMPLOI ; B) POUR LES EMPLOYÉS N'AYANT PAS FAIT LA QUALIFICATION DANS LES DÉLAIS REQUIS, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX AYANT UNE QUALIFICATION DATANT DE 2 ANS, 3 ANS, 4 ANS ET 5 ANS ET PLUS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le tableau ci-après présente les qualifications nécessitant une requalification annuelle, excluant les éléments encadrés par la Ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques, et dresse le portrait de la requalification des effectifs à ces formations au 31 janvier 2026. Ces données sont plutôt présentées à la question 138 des demandes de renseignements particuliers.

Il est à noter que dans le cas de certaines qualifications, les assignations, mutations, promotions et déplacements de personnel au sein de l'organisation pourraient justifier de ne pas requalifier un membre éligible à la requalification. Les effectifs non requalifiés à la suite d'un changement d'assignations, mutations, promotions et déplacements de personnel au sein de l'organisation sont inclus dans les groupes 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans ou plus.

Qualifications nécessitant une requalification annuelle	Nombre de membres éligibles à la requalification annuelle en 2026	Requalifiés dans les délais requis en 2025	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans ou plus
Armes intermédiaires d'impact – Le maître-instructeur	1	1 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Didactique de l'intervention physique - Le maître-instructeur	2	0 (0%)*	2 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Tir au pistolet - Le maître-instructeur	3	3 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)

*En 2024, les 2 instructeurs ont reçu la formation initiale. En 2025, la requalification (qui est une journée d'actualisation offerte à l'ÉNPQ) n'a pas été dispensée. La première a eu lieu le 16 mars 2026.

Note : les données sont centrées sur les formations dont la requalification fait l'objet d'une obligation fixée par l'ÉNPQ ou par une réglementation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE 14 FÉVRIER 2025, LE MINISTRE ANNONÇAIT L'ENTRÉE EN VIGUEUR D'UNE LIGNE DIRECTRICE SUR LA REQUALIFICATION DES POLICIERS EN MATIÈRE D'ARMES À FEU ET D'AGENTS CHIMIQUES. LA LIGNÉ DIRECTRICE ENTRAIT EN FONCTION LE 24 JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CETTE NOUVELLE DIRECTIVE, VEUILLEZ NOUS DIRE, POUR CHACUNE DES ARMES OU AGENTS VISÉS PAR LA DIRECTIVE (AGENT CHIMIQUE, ARME À IMPULSIONS ÉLECTRIQUES, ARME INTERMÉDIAIRE D'IMPACT À PROJECTILE, ARME DE SERVICE, ARME DE SUPPORT, FORMATEUR QUALIFIÉ ET REQUALIFICATION); A) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER QUI SONT ACTUELLEMENT CONFORME À LA DIRECTIVE, I.E. REQUALIFIÉ DANS L'ANNÉE CIVILE 2024 ET 2025. B) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT OBTENU UNE PROLONGATION D'UNE DURÉE MAXIMALE DE 45 JOURS PAR LE DIRECTEUR DE POLICE EN RAISON DE SA NON-REQUALIFICATION; C) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AFFECTÉ À UNE AUTRE TÂCHE EN RAISON DE SON IMPOSSIBILITÉ À UTILISER SON ARME À FEU; D) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT ÉCHOUÉ SA REQUALIFICATION ET QUI A PU CONSERVER L'USAGE DE SON ARME POUR UNE PÉRIODE DE 45 JOURS E) LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIER AYANT RÉUSSI LA REPRISE À SA REQUALIFICATION;

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

a)

Armes ou agents visés par la directive	Année civile 2024		Année civile 2025 (au 31 décembre)	
	Nombre requalifiés	Pourcentage	Nombre requalifiés	Pourcentage
Agents chimiques	35	100%	84	100%
Arme à impulsions électriques (AIE)	567	100%	915	100%
Arme intermédiaire d'impact à projectile	35	100%	74	100%
Arme de service	3 299	57%	5 560	91%
Arme de support	160	100%	552	100%
Formateurs qualifiés	22	100%	43	100%

b) 45 policiers ont obtenu des prolongations.

c), d) et e) Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

EFFECTIF AFFECTÉ AU BUREAU DU CONTRÔLEUR DES ARMES À FEU DU QUÉBEC.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 31 janvier 2026, les effectifs totaux dédiés au Bureau du contrôle des armes à feu et des explosifs (BCAFE) étaient de 89.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF

- Effectuer l'identification et le dépistage d'armes à feu, incluant les démarches d'enquête visant à établir leur provenance et à identifier le dernier possesseur légitime;
- Rédiger des rapports de dépistage d'armes à feu;
- Détecter, par l'analyse des résultats de dépistages, des individus ou réseaux potentiellement impliqués dans le trafic d'armes à feu ou de dispositifs prohibés;
- Assurer le suivi et l'analyse des tendances en matière d'approvisionnement en armes à feu et en dispositifs prohibés au Québec;
- Assurer la liaison et la collaboration avec les agences et partenaires impliqués dans les dossiers, notamment afin de faciliter les échanges de renseignement;
- Débuter, analyser et évaluer des dossiers d'enquête afin de valider leur potentiel en matière de trafic d'armes à feu;
- Participer à divers comités et conférences spécialisés en matière d'armes à feu, tant au Canada qu'aux États-Unis;
- Assurer la coordination provinciale de la Ligne rapide balistique en collaboration avec le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2026

- Akwesasne Mohawk Police Service : 3 armes à feu
- Agence des services frontaliers du Canada : 394 armes à feu
- Bureau des enquêtes indépendantes : 1 arme à feu
- Eeyou Eenou Police Force : 17 armes à feu
- Gendarmerie royale du Canada : 107 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Kitigan Zibi Police Service : 1 arme à feu
- Kahnawake Mohawk Peacekeepers: 20 armes à feu
- Nunavik Police Service: 56 armes à feu
- Police de Pikogan : 1 arme à feu
- Police militaire (Valcartier) : 3 armes à feu
- Régie intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent : 56 armes à feu
- Régie intermunicipale de Police Roussillon : 184 armes à feu
- Régie intermunicipale de Police Thérèse-de-Blainville : 11 armes à feu
- Sécurité publique d'Opitciwan : 1 arme à feu
- Sécurité publique police de Pessamit : 1 arme à feu
- Service de police de Manawan : 4 armes à feu
- Service de police de Essipit : 7 armes à feu
- Service de police de Wendake : 3 armes à feu
- Service de police de l'agglomération de Longueuil : 385 armes à feu
- Service de police de Laval : 120 armes à feu
- Service de police de Lac-Simon : 7 armes à feu
- Service de police MRC des Collines : 29 armes à feu
- Service de police de la Ville de Gatineau : 116 armes à feu
- Service de police de la Ville de Montréal : 1 662 armes à feu
- Service de police de la Ville de Québec : 316 armes à feu
- SM Blainville : 12 armes à feu
- SM Bromont : 10 armes à feu
- SM Châteauguay : 67 armes à feu
- SM Deux-Montagnes : 1 arme à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- SM Granby : 35 armes à feu
- SM L'Assomption : 12 armes à feu
- SM Lévis : 80 armes à feu
- SM Mascouche : 157 armes à feu
- SM Memphrémagog : 64 armes à feu
- SM Mirabel : 42 armes à feu
- SM Repentigny : 10 armes à feu
- SM Saguenay : 81 armes à feu
- SM Saint-Eustache : 30 armes à feu
- SM Saint-Jean-sur-Richelieu : 47 armes à feu
- SM Saint-Jérôme : 34 armes à feu
- SM Sherbrooke: 208 armes à feu
- SM Terrebonne: 94 armes à feu
- SM Trois-Rivières : 85 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Est : 1 760 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Nord : 1 221 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Ouest : 2 120 armes à feu
- Sûreté du Québec – District Sud : 1 195 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 16 JANVIER 2023 MARQUAIT LE DÉBUT DES ACTIVITÉS DU CENTRE QUÉBÉCOIS DE DÉPISTAGE DES ARMES À FEU (CQDAAF), MIS EN PLACE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE BILAN DES ACTIVITÉS DU CQDAAF; B) LA LISTE DES DEMANDES DE DÉPISTAGE FORMULÉES PAR TOUS LES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC EN INDIQUANT LE CORPS DE POLICE VISÉ; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE, VENTILÉ PAR RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU QUI ONT ÉTÉ SOUMISES POUR DÉPISTAGE PAR RÉGION

Période : 16 janvier 2023 au 31 janvier 2026

- 01 – Bas-Saint-Laurent : 353 armes à feu
- 02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean : 502 armes à feu
- 03 – Capitale-Nationale : 881 armes à feu
- 04 – Mauricie : 304 armes à feu
- 05 – Estrie : 1 119 armes à feu
- 06 – Montréal : 1 891 armes à feu
- 07 – Outaouais : 517 armes à feu
- 08 – Abitibi-Témiscamingue : 446 armes à feu
- 09 – Côte-Nord : 260 armes à feu
- 10 – Nord-du-Québec : 184 armes à feu
- 11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 385 armes à feu
- 12 – Chaudière-Appalaches : 573 armes à feu
- 13 – Laval : 141 armes à feu
- 14 – Lanaudière : 1 091 armes à feu
- 15 – Laurentides : 472 armes à feu
- 16 – Montérégie : 1 386 armes à feu
- 17 – Centre-du-Québec : 365 armes à feu

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**LE SUIVI APPORTÉ PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC POUR CHACUNE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA CNESST DANS LE RAPPORT D'INTERVENTION SUITE
AU DÉCÈS DE LA POLICIÈRE MAUREEN BREAU.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Dans le cadre d'une rencontre paritaire tenue le 16 novembre 2023, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a présenté à la Sûreté du Québec (SQ) son premier rapport d'intervention dressé à la suite du décès de la sergente Maureen Breau, survenu le 27 mars 2023. C'est au cours d'une intervention visant l'arrestation du suspect, monsieur Brouillard-Lessard, que la sergente Breau est décédée d'un traumatisme par arme blanche initié par le suspect.

Les dérogations émises par la CNESST portent sur :

1. L'évaluation des risques par la patrouille-gendarmerie;
2. L'organisation du travail;
3. La formation et le maintien des compétences en patrouille-gendarmerie;
4. La supervision de la patrouille-gendarmerie;
5. Le processus d'analyse et d'enquête en santé et sécurité au travail.

Pour faire suite à ces dérogations, la SQ a nommé un mandataire afin de mettre sur pied un comité de travail. En plus d'un comité directeur, un comité de coordination a été formé. Ce dernier regroupe notamment les responsables des quatre sous-comités, chacun dédié aux grands thèmes du rapport. Au total, c'est plus de soixante collaborateurs qui participent aux travaux :

- Le sous-comité Évaluation des risques patrouille-gendarmerie;
- Le sous-comité Formation et maintien des compétences pour la patrouille-gendarmerie;
- Le sous-comité Supervision patrouille-gendarmerie et organisation du travail (dérogations 2 et 4);
- Le sous-comité Santé et sécurité au travail.

Un premier projet de plan d'action a été présenté à la CNESST le 31 janvier 2024. Pour y faire suite, la CNESST a produit son deuxième rapport d'intervention le 5 avril 2024. Depuis, l'avancement des travaux des 4 sous-comités est partagé aux inspecteurs de la CNESST de façon assidue au cours de rencontres individuelles.

Le statut des dérogations adressées à la SQ demeure le même, soit « en cours ». Les travaux de l'ensemble des équipes dédiées à ce mandat se poursuivent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DE POLICIERS AYANT REÇU LA FORMATION MAINTIEN DES COMPÉTENCES EN INTERVENTION POLICIÈRE (MCIP) EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE. VEUILLEZ ÉGALEMENT NOUS INDIQUER VOTRE PLAN DE FORMATION POUR L'ANNÉE 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, vous trouverez ci-dessous le nombre de policiers (patrouilleurs et superviseurs de relève) formés par région (site de formation) :

Par région	
Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches	60
Estrie-centre du Québec	88
Montréal	40
Abitibi-Témiscamingue-Nord-Du-Québec	15
Bas St-Laurent-Gaspésie-Iles de la Madelaine	23
Côte-Nord Saguenay-Lac-St-Jean	46
Mauricie-Lanaudière	99
Outaouais-Laurentides	40
Total	411

Plan de formation 2026-2027 : La mise en place du 1^{er} centre de formation permanent au Grand séminaire de Nicolet permettra le déploiement de la formation MCIP pour l'ensemble des policiers visés.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES PROCUREURS QUI ONT TRAVAILLÉ SUR DES DOSSIERS DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE POUR LA DÉFENSE DES POLICIERS, LA LISTE DE CES DOSSIERS ET LEUR CONCLUSION, LA RÉMUNÉRATION DE CES PROCUREURS POUR LA PÉRIODE 2025-2026, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

NOM DE L'AVOCAT OU DE LA FIRME	SOMMES POUR LA DÉONTOLOGIE SEULEMENT DU 1^{er} AVRIL 2025 AU 31 JANVIER 2026
Boucher Cabinet d'avocats	10 853 \$
Coderre, David (avocat)	39 235 \$
Conseillers Fiset et associés	428 029 \$
Dussault De Blois Lemay Beauchesne s.e.n.c.r.l.	64 368 \$
Étude Légale N. Touma inc.	145 364 \$
Marco Gaggino Avocat inc.	219 057\$
Martin, Brigitte (services juridiques)	31 614 \$
RBD avocats s.e.n.c.r.l.	21 309 \$
Schneider, Girard & Associés s.e.n.c.	51 161 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PRODUIRE LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (AGRANDISSEMENT, RÉNOVATION OU CONSTRUCTION) POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. COPIE DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE À LA SUITE DE LA RÉFLEXION QUI S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

EMPLACEMENT	Coût \$
BAS-SAINT-LAURENT	
Reconstruction du poste de Témiscouata-sur-le-Lac	25 000 000
CÔTE-NORD	
Reconstruction du poste de Blanc-Sablon	14 250 000
Réaménagement du Quartier général de Baie-Comeau	9 622 000
ESTRIE-CENTRE-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de la MRC de la Haute-Yamaska (Waterloo)	23 126 800
NORD-DU-QUÉBEC	
Construction du poste de police de Chapais-Chibougamau	25 254 200
DIVERSES RÉGIONS	
Réaménagements fonctionnels dans le cadre de relocalisations	38 091 000
Études de projet	810 000
TOTAL	136 154 000

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES INVESTISSEMENTS RÉELS FAITS EN 2025-2026 PAR LA SQ CONCERNANT SES INFRASTRUCTURES. VEUILLEZ DÉCRIRE BRIÈVEMENT LES TRAVAUX RÉALISÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les investissements requis dans les locaux occupés par la SQ sont effectués par la Société québécoise des infrastructures (SQI).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2025-2026 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Voir la réponse à la question B) les postes CT ont été comptabilisés afin de dresser un portrait plus juste du nombre d'employés affectés à la cybercriminalité.						
B)	<u>2025-2026</u> (31 janvier 2026)	<u>2024-2025</u> (31 janvier 2025)	<u>2023-2024</u> (29 février 2024)	<u>2022-2023</u> (28 février 2023)	<u>2021-2022</u> (28 février 2022)	<u>2020-2021</u> (28 février 2021)
<u>Vigie et enquêtes en cybercriminalité</u>						
Policiers SQ	38	37	35	36	37	32
Civils SQ	9	14	12	13	11	14
Civils externes	1	1			1	1
	48	52	47	49	49	47
<u>Enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur l'internet</u>						
Policiers SQ	31	30	29	31	27	29
Civils SQ	5	6	5	5	6	5
Policiers externes	1	2	2	2	1	1
	37	38	36	38	34	35
<u>Extraction de données</u>						
Policiers SQ	35	40	41	37	37	30
Civils SQ	16	13	15	12	13	12
	51	53	56	49	50	42
<u>Total</u>						
Policiers SQ	104	107	105	104	101	91
Civils SQ	30	33	32	30	30	31
Civils externes	1	1			1	1
Policiers externes	1	2	2	2	1	1
	136	143	139	136	133	124

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS INDIQUER POUR 2025-2026 ET LES 5 DERNIÈRES ANNÉES: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AFFECTÉS À LA CYBERCRIMINALITÉ; B) L'EFFECTIF DÉVOLU AUX ENQUÊTES SUR LA CYBERCRIMINALITÉ PAR CORPS D'EMPLOI; C) LE NOMBRE DE PLAINTES OFFICIELLES DÉPOSÉES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; D) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS CONCERNANT DES CAS DE CYBERCRIMINALITÉ, PAR TYPE DE FRAUDE; E) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES CONCERNANT DES DOSSIERS DE CYBERCRIMINALITÉ; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- C) Nombre de plaintes officielles déposées**
- D) Nombre de signalements**
- E) Nombre d'enquêtes ouvertes**
- F) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations**

Les systèmes de la Sûreté du Québec (SQ) ne permettent pas de répondre aux questions formulées puisqu'il n'est pas possible de ventiler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen d'une technologie et dans le cyberspace. Soulignons qu'une forte proportion de crimes sont commis à l'aide d'un ordinateur (ex. menaces via les médias sociaux, intimidation) et d'autres où l'ordinateur est la cible (ex. un rançongiciel). La SQ n'est pas en mesure de ventiler l'ensemble des dossiers où l'ordinateur est un outil pour commettre un crime, puisqu'elle demeure en assistance dans plusieurs cas, et n'est pas systématiquement impliquée dans tous les dossiers où un ordinateur a permis la commission d'une infraction. Des démarches sont en cours pour apporter des modifications au module d'information policière (MIP) afin d'éventuellement pouvoir extraire ce type de données.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

MESURES EN PRÉVENTION DE LA CYBERCRIMINALITÉ

Plusieurs programmes, projets et outils préventifs ont été diffusés à la population en 2025-2026 :

Trousse CyberSûreté

La SQ a développé en 2017 la Trousse CyberSûreté (mise à jour annuellement) afin de sensibiliser la clientèle interne et externe sur les risques associés à l'utilisation d'Internet, la cybercriminalité et les mesures de prévention à adopter pour se protéger.

La Trousse s'adresse aux élèves du niveau primaire (6 à 12 ans), aux élèves du niveau secondaire (13 à 17 ans), aux parents, aux intervenants et à la population générale.

La Trousse inclut :

- Des présentations par niveau scolaire (parmi les derniers outils développés) :
 - o Mission : CyberFutés (1^{re} et 2^e année) : Cet outil initie les élèves à la notion du respect en ligne et aide à identifier les adultes de confiance dans leur entourage pour s'y référer au besoin. Il met en lumière le contenu non adapté sur Internet pour les enfants âgés entre 6 à 8 ans.
 - o Mission : Inform@ction (3^e et 4^e année) : Cet outil porte sur la sécurité et le respect sur Internet en insistant sur l'importance de se référer à un adulte de confiance en cas de besoin. Il sensibilise les enfants au partage d'images et d'informations personnelles et les initie à la notion de limites personnelles.
 - o Mission Sécuri-T (5^e et 6^e année) : Cet outil aborde les risques sur Internet, la violence dans les relations, le consentement, le sextage et la cyberintimidation.
 - o Mission Techno-Logique (1^{re} et 2^e secondaire) : Cet outil vise à éveiller l'esprit critique des jeunes quant à leur utilisation des plateformes en ligne et aux répercussions que peut avoir la divulgation d'informations personnelles, de photos ou de vidéos sur Internet. Elle vise également à les sensibiliser aux conséquences de l'adoption de comportements à risque en ligne.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- o La violence entre partenaires intimes chez les adolescents (3^e, 4^e et 5^e secondaire) : Cet outil vise à sensibiliser les jeunes à la violence entre partenaires intimes ainsi qu'aux risques et aux répercussions que peut entraîner la divulgation d'images intimes sur Internet. Il aborde les notions de relations saines, de comportements violents, de consentement et de cyberharcèlement. Enfin, il vise à conscientiser les jeunes sur les conséquences légales des infractions criminelles identifiées et fournit des pistes d'intervention lorsque de telles situations sont vécues.
- Des fiches d'informations destinées aux policiers et au grand public, par exemple :
 - o Fiche J'expose des solutions : Traite de la problématique de la cyberintimidation, dont le phénomène « TikTok J'expose ». L'outil est destiné aux élèves, aux parents ainsi qu'aux intervenants scolaires;
 - o Fiche TikTok : les principaux risques : Traite de l'utilisation de l'application.
- Outils pour les parents :
 - o Guide Mission : parents informés : Vise à informer les parents des risques liés à l'utilisation des technologies, des plateformes en ligne et des jeux vidéo et à leur fournir des conseils;
 - o Ressources à consulter : Vise à informer des ressources disponibles concernant les risques et les conseils de prévention liés à l'utilisation des technologies, des plateformes en ligne et des jeux vidéo.

Trousse en prévention de la fraude

La SQ a développé en 2020 une Trousse en prévention de la fraude (mise à jour annuellement). Cette trousse présente des stratégies préventives afin de sensibiliser la clientèle interne et externe (population générale, aînés, jeunes, commerçants et population autochtone) à l'adoption de comportements sécuritaires pour se protéger d'une fraude, incluant une cyberfraude et à l'importance du signalement d'une fraude. Des aide-mémoires pour les policiers et des outils de sensibilisation destinés au public (aide-mémoire, présentation PowerPoint, livret, signet, vidéo, affiche) sont inclus dans la Trousse. Parmi les derniers outils développés :

- Conférence L'hameçonnage et l'IA : Cet outil vise à sensibiliser la population générale aux bons réflexes à adopter afin de se protéger d'une fraude de type hameçonnage pouvant être exacerbées par l'intelligence artificielle (IA);

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Bingo éducatif « J'évite une fraude! » : Cet outil vise à informer les personnes âgées, la population générale et les jeunes de fraudes d'actualité, de conseils préventifs et de références pertinentes. Cet outil se présente sous la forme d'un bingo éducatif comportant 15 grilles de jeu personnalisées à une fraude et 38 cartes Questions et Réponses;
- Capsule vidéo SQtv 12-17 – Fraude en ligne : Cet outil vise à tester les connaissances des jeunes âgés de 12 à 17 ans et à présenter des conseils pertinents pour détecter et se protéger d'une fraude en ligne. Il aborde également les conséquences qui s'appliquent aux personnes mineures qui participent à une fraude.

Trousse en prévention des violences en contexte sportif

Cette trousse permet de sensibiliser le public aux violences qui peuvent survenir en contexte sportif. Elle comporte trois outils :

- Atelier Jouer franc-jeu : Cet outil s'adresse aux jeunes âgés de 12 à 15 ans (1^{re} à 3^e secondaire), aux parents, aux entraîneurs et aux membres des associations sportives. Il comprend une capsule vidéo sur l'intimidation et permet d'animer un quiz abordant la question de la violence, du partage d'images intimes, de la judiciarisation, de l'intimidation, ainsi que des relations avec les pairs et les adultes de confiance;
- Quiz pour kiosque Prévenir les violences en contexte sportif : Cet outil sensibilise les jeunes âgés de 12 à 15 ans (1^{re} à 3^e secondaire), les parents, les entraîneurs et les membres des associations sportives aux violences en contexte sportif. Il aborde le partage d'images intimes, la judiciarisation, le consentement, ainsi que les relations avec les pairs et les adultes de confiance. Ce quiz défile en continu dans le cadre d'un kiosque;
- Fiche d'information Prévenir et agir en milieu sportif : Cet outil s'adresse aux adultes présents dans l'entourage des jeunes athlètes, tels que les parents, les entraîneurs ou les bénévoles, qui pourraient être témoins de violence en milieu sportif.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Projet SEXTO

Le projet SEXTO est un partenariat entre les écoles, la SQ et le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), qui permet d'intervenir rapidement et efficacement dans les situations de sextage chez les jeunes et ainsi limiter les répercussions importantes qu'elles peuvent occasionner.

La méthode d'intervention SEXTO permet de limiter et de faire cesser la propagation des images d'élèves qui revêtent un caractère sexuel, de réduire le délai d'intervention lorsque ces situations surviennent et d'éviter ou de diminuer les conséquences pour les victimes et les autres jeunes concernés. L'application de cette méthode d'intervention permet également de prévenir et sensibiliser les élèves ainsi que leurs parents au phénomène du sextage chez les adolescents.

Présentation Gangs et violence armée : Piège ou réalité?

Cette présentation interactive traite de la problématique des gangs et de la violence armée chez les jeunes du 2^e et 3^e secondaire. L'objectif principal de cet outil est de sensibiliser les jeunes aux conséquences de l'adhésion à un gang, aux conséquences de l'escalade de la violence et aux enjeux entourant les armes. De plus, il tente de sensibiliser les jeunes aux risques des médias sociaux. Une diapositive pour inclure la campagne « Une arme, ça pogne pas » a été ajoutée à la présentation en 2025.

Géolocalisation et médias sociaux : outils de sensibilisation

Ces outils de prévention sont destinés aux services policiers, aux intervenantes en maisons d'hébergement pour femmes et aux victimes de violence entre partenaires intimes. Ils visent à sensibiliser aux dangers que représente la fonction de géolocalisation. Les outils sont présentés sous différents formats (affiche, dépliant, fiches multilingues, fiches conservation de la preuve, guide, etc.) et sont traduits en plusieurs langues.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La cyberviolence dans les relations amoureuses des jeunes

Ces outils (vidéos, fiches et guide) ont comme objectif principal d'informer les parents des diverses procédures du système judiciaire en matière jeunesse et des dispositions du Code criminel dans les cas de cyberviolence dans les relations amoureuses.

UNITÉ sans violence, exprimez-vous!

Le programme UNITÉ sans violence, exprimez-vous! (USV) vise à inciter les élèves de 5^e et 6^e année du primaire à prendre l'engagement de ne pas accepter la (cyber)violence et de s'exprimer adéquatement. Le programme n'est pas disponible au secondaire. Les membres de chaque UNITÉ sans violence deviennent des ambassadeurs et s'engagent à rencontrer les autres élèves pour leur parler du programme et de leurs engagements. Ils remettent aux élèves qui ont des comportements pacifiques des billets de récompense. À la fin du mois, des tirages de prix ont lieu parmi les ambassadeurs et les élèves ayant reçu des billets.

Atelier *La force de s'exprimer*

Cet outil a été conçu dans le cadre de l'actualisation du programme USV. Il prend la forme d'ateliers d'échanges avec les élèves de 5^e et 6^e année du primaire sur des moyens pour les aider à réagir adéquatement lorsqu'ils sont confrontés à des situations violentes (incluant la cyberviolence). Quatre capsules vidéo sont visionnées en classe. Chacune des capsules illustre une situation de violence vécue en milieu scolaire. Pour chacune d'elles, trois façons différentes de réagir sont proposées. Des questions et réponses sont suggérées pour guider les échanges avec les élèves.

CLIPS-INTIMIDATION

Cet outil a été conçu par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il est destiné aux élèves du premier cycle du secondaire (secondaire 1 et 2) et aux parents d'enfants âgés de 9 à 13 ans (3^e cycle du primaire et 1^{er} cycle du secondaire). L'outil CLIPS-INTIMIDATION vise à favoriser l'établissement de relations saines et harmonieuses chez les élèves afin de prévenir et de combattre la (cyber)intimidation et la violence à l'école.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Programme Aîné-Avisé

Ce programme demeure sous la responsabilité du Réseau FADOQ et vise à offrir aux aînés des séances d'information adaptées à leurs besoins sur la fraude et la maltraitance. Certains des sujets offerts traitent de cybercriminalité (fraude sur Internet, vol d'identité, cyberintimidation, etc.). La particularité des séances d'information Aîné-Avisé réside dans leur formule unique d'animation, qui combine le savoir d'un professionnel et l'expérience d'un aîné bénévole. Les deux dernières capsules ont été développées en 2024 :

- La fraude n'a pas d'âge ;
- Cohabiter, mais à quel prix ?

Notre mission policière : votre sécurité!

Cet outil de rapprochement est destiné aux groupes ethnoculturels (population générale, travailleurs temporaires, jeunes). Il prend la forme de présentations visant à informer et à sensibiliser les participants sur la mission policière et sur les enjeux de sécurité au quotidien. L'outil inclut aussi un volet « prévention de la criminalité », incluant la cybercriminalité, et un volet « prévention en sécurité routière ».

Webinaires en prévention de la cybercriminalité (2025-2026)

Tenue de webinaires auprès des coordonnateurs régionaux en police de proximité (CRPP), des coordonnateurs locaux en police de proximité (CLPP), des policiers assignés au Programme d'intervention en milieu scolaire (PIMS) et des agents de liaison autochtone.

- Semaine de la prévention de la criminalité (23 octobre 2025) :
 - o Trousse CyberSûreté;
 - o Atelier Jouer franc-jeu ! – Violences en milieu sportif

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA CYBERCRIMINALITÉ, VEUILLEZ NOUS DIRE LA LISTE DES MESURES MISES EN PLACE OU DES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION DE LA POPULATION ENVERS LA CYBERCRIMINALITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Campagnes préventives dans les médias sociaux

À l'occasion de campagnes préventives (ex. Semaine de la prévention de la criminalité, Mois de la prévention de la fraude, Mois de la sensibilisation à la cybersécurité), la SQ diffuse des publications dans les médias sociaux en matière de cybercriminalité. Parmi les publications récentes visant cette thématique :

- 15 juin 2025 : publication soulignant la Journée de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées;
- 23 juin 2025 : diffusion de la capsule vidéo SQtv Prévention sur le thème de la cyberintimidation;
- 10 septembre 2025 : repartage de la publication du Centre canadien de protection de l'enfance sur le thème de la diffusion sur Internet de la position en temps réel par des enfants;
- 20 octobre 2025 : repartage de la publication du ministère de la Cybersécurité et du Numérique sur le thème de la désinformation dans le cadre du Mois de la prévention en cybersécurité;
- 22 octobre 2025 : diffusion de la conférence L'IA et l'hameçonnage – Les fraudeurs s'adaptent... et vous? dans le cadre d'un midi-conférence du Mois de la prévention en cybersécurité du ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- 27 octobre 2025 : diffusion de la capsule vidéo SQtv Prévention sur le thème de la sécurité en ligne;
- 3 novembre 2025 : repartage de la publication du ministère de la Sécurité publique sur le thème des milieux de vie sécuritaires pour tous;
- 27 novembre 2025 : repartage de la publication du ministère de la Cybersécurité et du Numérique sur le thème de la sécurité lors des achats en ligne;
- 27 janvier 2026 : publication soulignant la Journée mondiale de la protection des données;
- 28 janvier 2026 : diffusion de la capsule vidéo SQtv Prévention sur le thème de la protection contre la sextorsion.

Partenariat avec le Centre canadien de protection de l'enfance

La SQ collabore depuis plusieurs années avec le Centre canadien de la protection de l'enfance (CCPE). Le CCPE rend disponibles plusieurs outils de prévention en fonction de l'âge du jeune, dont des fascicules, des livrets d'activités et des brochures. Le CCPE gère également deux plateformes de signalement en ligne : *AidezMoiSVP.ca* et *Cyberaide.ca*, auxquelles réfèrent la Sûreté dans ses outils préventifs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (PHOTO PRODUITE GRÂCE À L'AIDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, PORNOGRAPHIE, FRAUDE CHEZ LES ÂÎNÉS, ETC.)

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes de la SQ ne permettent pas de répondre à la question formulée puisqu'il n'est pas possible d'isoler les données relatives aux infractions qui ont été perpétrées au moyen de l'intelligence artificielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**CONCERNANT L'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, VEUILLEZ IDENTIFIER L'ENSEMBLE DES MESURES MISES EN PLACE À LA SQ POUR LUTTER CONTRE
LE CRIME LIÉ À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (EX : FORMATION, ÉTUDE, ÉQUIPE SPÉCIALISÉE, ETC.)**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La SQ collabore étroitement avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et les acteurs impliqués dans la lutte à la cybercriminalité à l'échelle internationale pour ajuster ses stratégies d'enquêtes en fonction des évolutions constantes dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA). Cette coopération permet d'échanger sur les bonnes pratiques et de développer des approches efficaces pour contrer les activités criminelles exploitant l'IA.

La SQ dispose notamment d'une équipe de recherche et développement à l'affût des avancées technologiques telle que l'IA. Les membres de cette équipe assistent à des conférences spécialisées (ex. : Hackfest, Cybereco, Cybersommet, etc.) où sont présentées des informations pertinentes sur le sujet.

Un membre de la SQ coordonne également, avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), le sous-groupe de travail ADPQ-DPCP sur l'intelligence artificielle qui réunit des représentants des corps de police des différents niveaux de service dans l'objectif d'assurer le développement et le maintien des connaissances relativement à l'avancement de l'IA et des nouvelles technologies dans un contexte d'enquêtes policières et de poursuites judiciaires. Dans la même lignée, la SQ a également participé à la mise en place d'un comité traitant de l'intelligence artificielle en collaboration avec le Groupe sur l'analyse, la recherche et le développement en source ouverte (Gardeso).

La SQ, par l'entremise de la Direction nationale du renseignement et de l'analyse, effectue une vigie des nouvelles tendances criminelles liées à l'intelligence artificielle. Cette direction, composée notamment d'analystes stratégiques, tactiques et opérationnels et d'agents de renseignement, travaille conjointement avec les unités d'enquête afin de prévenir et de réprimer le crime. Parallèlement, le Service des enquêtes sur les crimes économiques et la cybercriminalité, via ses équipes et ses partenaires, notamment la division de la cybercriminalité, demeure en constante veille quant à l'émergence de nouvelles tendances et aux répercussions potentielles qui pourraient en découler.

L'organisation investit également des ressources dans la sensibilisation et la prévention afin de responsabiliser les citoyens quant aux comportements pouvant être commis via le cyberspace. Cette sensibilisation est essentielle pour prévenir les incidents potentiels et pour encourager une utilisation responsable de la technologie.

En bref, la SQ demeure vigilante et prête à agir en mobilisant ses ressources internes et en collaborant avec ses partenaires externes pour faire face aux défis émergents du domaine de la technologie.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2025-2026; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2025-2026; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES EFFECTFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT À la Sûreté du Québec (SQ), le traitement des dossiers d'agression sexuelle revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM). <u>Enquêteurs dans les postes MRC susceptibles d'enquêter un dossier d'agression sexuelle</u> • District Sud (Montérégie, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs • District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs • District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs • District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs De plus, en juin 2024, la SQ a mis en place le Service spécialisé en violences sexuelles. Ce dernier comprend la nouvelle Division spécialisée en violences sexuelles (DSVS) qui contribue à bonifier l'accompagnement des personnes victimes et d'optimiser la gestion, l'encadrement et le traitement des dossiers de cette nature. Cette Division intervient dans des dossiers spécifiques, et ce, en soutien aux différentes équipes d'enquêtes de la SQ, des corps de police municipaux et autochtones. Au total, 14 ressources, soit 1 sergent adjoint, 1 lieutenant et 12 enquêteurs répartis partout en province composent cette division. Cette décentralisation permet d'assurer un support optimal aux enquêteurs de poste, de renforcer la cohésion entre l'équipe spécialisée et les ressources des SECM et contribue à bonifier la desserte policière en région. Les enquêteurs de la DSVS sont répartis comme suit : • District Nord: 2 • District Ouest : 3 • District Sud : 4 • District Est : 3

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES AGRESSIONS SEXUELLES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LES EFFECTFS DÉDIÉS AUX CAS D'AGRESSION SEXUELLE, VENTILÉS PAR DISTRICT; B) LE NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2025-2026; C) LE NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2025-2026; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS; E) LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES POUR AGRESSIONS SEXUELLES EN 2025-2026*

Nombre de victimes	4 370
Nombre de dossiers	4 052

C) NOMBRE DE PLAINTES AYANT MENÉ À UNE ENQUÊTE EN 2025-2026

Une enquête est initiée à la réception de toutes les plaintes d'agression sexuelle reçues. Lorsqu'il s'agit de victimes mineures, l'entente multisectorielle est appliquée entre les procureurs de la Couronne, la Direction de la protection de la jeunesse et le corps de police qui encadre la mise à contribution des intervenants requis, en fonction de la plainte formulée et des victimes impliquées. Selon cette entente, le policier qui reçoit la plainte est responsable d'aviser les partenaires concernés dans les meilleurs délais.

D) NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS

En date du 31 janvier 2026, 553 dossiers sont maintenant classés sous le statut « mise en accusation ». À noter que cette donnée est sous-estimée considérant notamment les délais d'alimentation et de mise à jour des statuts au Module d'information policière (MIP).

De plus, considérant les délais nécessaires pour réaliser l'enquête et pour l'analyse du dossier par le DPCP, 891 dossiers sont toujours sous enquête et 856 dossiers sont en attente d'une décision du procureur, et ce, en date du 31 janvier 2026. Ainsi, le nombre de dossiers ayant mené à des accusations augmentera inévitablement au cours des prochains mois.

E) DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR AGRESSION SEXUELLE EN 2025-2026

Les dossiers d'agression sexuelle sont traités prioritairement dès la réception de la plainte. Le délai de réalisation des enquêtes varie largement en fonction de la complexité de chaque dossier. La SQ ne tient pas de statistique concernant le délai moyen entre le moment d'une plainte pour agression sexuelle et son traitement. En effet, ce type de criminalité comporte beaucoup trop de variables pour pouvoir en dresser un portrait statistique objectif.

*Données du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE FUGUES RAPPORTÉES ET SOLUTIONNÉES, PAR RÉGION, SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET SUR LES TERRITOIRES DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

RÉGION	DOSSIERS DE DISPARITIONS (INCLUANT LES FUGUES), POUR 2025-2026, DONT LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EST RESPONSABLE		
	TOTAL DES DISPARITIONS	DISPARITIONS LOCALISÉES	DISPARITIONS NON LOCALISÉES
MONTÉRÉGIE	1 126	1 124	2
ESTRIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	572	570	2
CAPITALE- NATIONALE / CHAUDIÈRE-APPALACHES	268	266	2
BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	502	502	0
MAURICIE / LANAUDIÈRE	678	673	5
OUTAOUAIS / LAURENTIDES	438	434	4
COTE-NORD / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	352	348	4
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE / NORD-DU-QUÉBEC	413	412	1
TOTAL	4 349	4 329	20

* Données du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026
Note: Pour les années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Nombre d'effectifs :

Voir la réponse à la question 146 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

B) Coûts de la lutte à l'exploitation sexuelle:

2025-2026**

Salaires et contributions d'employeur 3 836 567 \$

Coûts du temps supplémentaire 245 477 \$

Total des coûts 4 082 044 \$

C) Nombre de signalements effectués du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

4 203 signalements ont été traités à la Sûreté

* Excluant les frais de déplacement, les coûts de loyers, d'utilisation des véhicules, d'amortissement, du RITP et les autres coûts indirects.

** Dépenses au 31 Janvier 2026.

*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE VEUILLEZ NOUS DIRE: A) L'EFFECTIF DÉDIÉ AUX CAS D'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS EFFECTUÉS; D) LA VARIATION EN POURCENTAGE DU NOMBRE DE SIGNALEMENTS COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE; E) LE NOMBRE DE VICTIMES IDENTIFIÉES; F) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES; G) LE NOMBRE D'ENQUÊTES FERMÉES N'AYANT PAS MENÉ À DES ACCUSATIONS; H) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

D) La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente;

Entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026, 4 203 signalements ont été traités.

Ce résultat représente une diminution de 8,8 %, comparativement à la même période l'année dernière durant laquelle 4 610 signalements avaient été traités. Ce résultat peut s'expliquer par le fait que le Centre national de coordination contre l'exploitation des enfants (CNCEE) de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) enregistre un retard dans le traitement des dossiers. À ce jour, 25 000 dossiers demeurent non-traités à leur niveau. En janvier 2026, la SQ a pris entente avec la GRC afin que les signalements du Québec soit transmis directement à la SQ, et ce, sans triage préalable afin d'éviter tout délai supplémentaire.

E) Nombre de victimes identifiées du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

25 victimes ont été identifiées par la Division d'enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet (DEESEI) de la SQ.

F) Nombre d'enquêtes ouvertes en 2025-2026

Entre le 1 avril 2025 et le 31 janvier 2026, 353 dossiers opérationnels ont été ouverts par la DEESEI de la SQ.

G) Nombre d'enquêtes n'ayant pas mené à des accusations en 2025-2026

Les systèmes informatiques de la SQ ne permettent pas de fournir cette donnée.

H) Nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2025-2026

81 enquêtes ont mené à des accusations dans les dossiers traités par la DEESEI.

*** Ces informations incluent exclusivement les données relatives à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (ESEI)

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉ PAR DISTRICT ; B) LES SOMMES DÉVOLUES À LA PROSTITUTION JUVÉNILE, VENTILÉES PAR DISTRICT ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2025-2026 ; LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATION EN 2025-2026 ; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2025-2026 ; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Les ressources de l'escouade intégrée de lutte au proxénétisme (EILP) travaillent au quotidien à lutter contre le proxénétisme, la traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile. (Voir la réponse à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle) Cette unité spécialisée met également à contribution les ressources des divisions des enquêtes sur les crimes majeurs. Celles-ci sont réparties partout en province. B) Les sommes octroyées servent à lutter contre le phénomène du proxénétisme sous toutes ses formes. C) La Sûreté du Québec (SQ) est en mesure de fournir le nombre d'enquêtes ouvertes pour le proxénétisme sous toutes ses formes, mais n'est pas en mesure d'isoler la prostitution juvénile. La prostitution juvénile ne fait pas partie des indicateurs établis par le ministère de la Sécurité publique lors de la création du Service de la lutte contre le proxénétisme (SLP). Cependant, il est possible d'affirmer qu'entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 10 arrestations ont été effectuées par les membres de l'EILP en lien avec des dossiers d'enquête dans lesquels la victime était mineure lors de la commission des infractions de proxénétisme, de traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle et/ou de prostitution juvénile. D) Tout comme le point précédent, la SQ n'est pas en mesure d'isoler les données pour la prostitution juvénile.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2025-2026. D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

- A) Au niveau des enquêtes, la responsabilité en matière de crimes à caractère sexuel revient essentiellement aux 352 enquêteurs répartis dans les postes MRC, et qui desservent également les communautés autochtones. Ces enquêteurs relèvent des quatre Services des enquêtes sur les crimes majeurs (SECM) et sont répartis comme suit :
- District Sud (Montérégie, Estrie, Centre-du-Québec) : 116 effectifs;
 - District Nord (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord) : 60 effectifs;
 - District Ouest (Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Outaouais) : 102 effectifs;
 - District Est (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine) : 74 effectifs.
- De plus, en juin 2024, la Sûreté du Québec (SQ) a mis en place le Service spécialisé en violences sexuelles afin de regrouper l'expertise en la matière au sein d'une unité. Ce dernier comprend notamment la Division d'enquêtes sur l'exploitation sexuelle des enfants sur internet (voir la réponse à la question 146 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle) et la nouvelle Division spécialisée en violences sexuelles (voir la réponse à la question 150 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle) laquelle intervient dans des dossiers spécifiques, et ce, en soutien notamment aux corps de police autochtones.
- Enfin, le Service de lutte au proxénétisme peut également intervenir dans des dossiers de violences sexuelles dans les communautés autochtones (voir la réponse à la question 17).
- B) Les sommes dévolues sont incluses dans les enveloppes budgétaires régulières de la SQ.
- C) Au cours de la période couverte par la question, les SECM sont intervenus dans 66 enquêtes reliées à un dossier de violence sexuelle survenue dans une communauté autochtone.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) L'EFFECTIF DÉDIÉ, VENTILÉ PAR DISTRICT; B) LES SOMMES DÉVOLUES, VENTILÉES PAR DISTRICT; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES OUVERTES EN 2025-2026. D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT MENÉ À DES ACCUSATIONS EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : SÛRETÉ DU QUÉBEC

D) En date du 31 janvier 2026, 5 dossiers sont maintenant classés sous le statut « mise en accusation ». À noter que cette donnée est sous-estimée considérant notamment les délais d'alimentation et de mise à jour des statuts au Module d'information policière (MIP).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) : A) AU 31 MARS 2026, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP POUR 2025-2026 ET 2026-2027; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2025 ET LE 31 MARS 2026; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Voir la réponse à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.
- B) Voir la réponse à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.
- C) Nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.
- | | |
|----------------------|------------------------------------|
| Perquisitions : | 39 |
| Arrestations : | 63 (EILP: 32 Coordination SLP: 31) |
| Chefs d'accusation : | 204 |
- D) Voir la réponse à la question 17 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J) : A) AU 31 MARS 2026, VENTILATION DE L'EFFECTIF EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP-J POUR 2025-2026 ET 2026-2027; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP-J ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2025 ET LE 31 MARS 2026; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP-J.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) AU 31 MARS 2026, VENTILATION EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.)

Sûreté du Québec (SQ) :	10
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :	2
Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) :	2
Service de police de Laval (SPL) :	1
Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) :	1
Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) :	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J) : A) AU 31 MARS 2026, VENTILATION DE L'EFFECTIF EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP-J POUR 2025-2026 ET 2026-2027; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP-J ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2025 ET LE 31 MARS 2026; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP-J.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP-J POUR 2025-2026

	Budget 2025-2026
SQ	1 542 300\$
SPVM	374 500\$
SPVQ	428 000\$
SPVG	179 500\$
SPL	192 900\$
SPAL	199 200\$
TOTAL	2 916 400\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

POUR L'ÉQUIPE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE (EILP-J) : A) AU 31 MARS 2026, VENTILATION DE L'EFFECTIF EN FONCTION DE L'ORGANISME D'ORIGINE (SQ, PROCUREUR DE LA COURONNE, ETC.). OBJECTIF À TERME QUANT À L'EFFECTIF; B) BUDGET VENTILÉ DE L'EILP-J POUR 2025-2026 ET 2026-2027; C) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR L'EILP-J ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2025 ET LE 31 MARS 2026; D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP-J.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) NOMBRE DE PERQUISITIONS, D'ARRESTATIONS ET D'ACCUSATIONS MENÉES OU PORTÉES PAR EILP-J ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2025 ET LE 31 MARS 2026*

Nombre de perquisitions = 78
Nombre d'arrestations = 63
Nombre d'accusations = 158

D) BILAN DES ACTIVITÉS DE L'EILP-J

Entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026, 17 victimes ont été identifiées à la suite de dossiers effectués par l'EILP-J.

Du 3 au 6 novembre, les corps policiers impliqués dans l'EILP-J (SQ, SPVM, SPVQ, SPAL, SPL et SPVG) ont participé au projet SECOURIR qui a mené à 26 perquisitions, 22 arrestations et 20 personnes accusées. Les accusations visaient des infractions en lien avec le matériel d'abus et d'exploitation pédosexuel (MAEP) ainsi que des infractions d'entente/arrangement dans le but de commettre une infraction d'ordre sexuelle envers des enfants, de leurre, de communication dans le but d'obtenir des services sexuels chez une personne de moins de 18 ans et d'incitation à des contacts sexuels.

Entre le 1^{er} avril et le 31 janvier 2026, 228 policiers ou partenaires ont été formés ou développés au maintien des connaissances en exploitation sexuelle des enfants sur internet.

*Données au 31 janvier 2026

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES POSTES DE CADRE QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 31 janvier 2026, 10 postes de cadre ont été abolis.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES EMPLOYÉS CIVILS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT ABOLIS, PAR FONCTION, DIRECTION ET RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Au 31 janvier 2026, 108 postes de civils ont été abolis, en incluant les 10 postes de cadres inscrits à la réponse à la question 157 des demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES POSTES OCCUPÉS PAR DES POLICIERS QUI ONT ÉTÉ OU QUI SERONT REMPLACÉS PAR DES CIVILS PAR FONCTION EN 2025-2026 ET PRÉVISIONS POUR 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La SQ ne convertit pas de postes policiers en postes civils.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**FOURNIR UNE COPIE DE TOUTE NOTE, DOCUMENT OU ANALYSE EN LIEN AVEC TOUTE MESURE, NOUVELLE OU ANCIENNE, DE REDDITION DE COMPTE APPLIQUÉE
POUR LA GESTION DU FONDS SECRET.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le document demandé ne peut être communiqué en application des articles 28 (3) et 29 al. 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME
ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Former le personnel de la Sûreté du Québec sur les réalités des personnes LGBTQ+

- Une formation sur les réalités des personnes de la diversité sexuelle et de genre est offerte depuis le printemps 2024 au personnel civil et policier, y compris aux officiers et aux cadres civils. Au 31 janvier 2026, 3053 personnes ont suivi la formation.
Elle contribue à :
 - o une meilleure compréhension par le personnel de ces réalités et du vocabulaire associé à la diversité sexuelle et de genre;
 - o la démystification de certains mythes et préjugés envers ces personnes;
 - o l'acquisition et au maintien de bonnes pratiques au sein de l'organisation et dans les interrelations avec les personnes de la diversité sexuelle et de genre.
- Cette formation est disponible sous forme de capsule en ligne divisée en trois modules d'une durée d'environ 30 minutes.

Profilage racial et social

Les capsules de sensibilisation, pour contrer le racisme ainsi que prévenir le profilage racial et social, sont issues de la collaboration de quatre partenaires, soit la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), le ministère de la Sécurité publique (MSP), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière (COMDP).

La diffusion de ces capsules est assurée par un réseau de répondants issus des membres de l'organisation, peu importe le grade ou la fonction. Ils ont été formés pour diffuser ces capsules de sensibilisation et d'animer des activités de sensibilisation avec leurs pairs.

Au 31 janvier 2026, 215 personnes ont suivi la formation. Ceux-ci sont en action afin de rencontrer tous les policiers de l'organisation. Cet exercice est toujours en cours afin de rejoindre la totalité des membres de l'organisation et l'objectif devrait être atteint au 31 mars 2027. Après cette date, l'ENPQ devrait les avoir intégrés à son calendrier de formation. Cette orientation sera discutée et décidée prochainement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les capsules développées par l'ENPQ en collaboration avec le MSP concernant la sensibilisation contre le racisme et le profilage racial ont permis de former les policiers entre le 1^{er} avril 2025 et le 31 janvier 2026:

1. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : La société en changement (1745 participants ont été formés au 31 janvier 2026);
2. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : Les biais inconscients (1847 participants ont été formés au 31 janvier 2026);
3. Sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : Les situations à risque (2189 participants ont été formés au 31 janvier 2026);
4. Capsules de sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial : Intervention policière dans le contexte de droit (2497 participants ont été formés au 31 janvier 2026)

Stratégie de formation et d'intervention policière favorisant l'ouverture à la diversité autochtone

En lien avec l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (au fédéral) ainsi que la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès, les services de police et écoles de police du Canada sont interpellés afin qu'ils s'assurent que les intervenants du secteur policier démontrent en tout temps un comportement qui respecte les normes éthiques de la profession policière selon les chartes québécoise et canadienne, tout en contribuant à la valorisation de la diversité et à une compréhension des réalités autochtones dans les interventions.

Les recommandations des commissions ont eu des impacts auprès des membres de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP). Au cours des dernières années, des efforts significatifs ont été consentis notamment en matière de sensibilisation à l'intervention culturellement sécurisante et de formation aux réalités autochtones.

La SQ dispose d'un continuum de formation permettant à ses membres d'approfondir leurs connaissances et leurs compétences en matière autochtone, afin d'être sensibilisés à leurs réalités, et ce, dès leur entrée en fonction.

Différentes formations sont donc offertes, notamment :

- o Une séance de sensibilisation dans le cadre du Programme d'intégration et d'accueil du policier (PAIP) sur l'intervention policière en milieu autochtone (78 participants ont été formés au 31 janvier 2026) ;
- o Une formation en ligne obligatoire sur les réalités des Premières Nations et Inuit faisant partie du parcours d'intégration de tous les nouveaux employés de la SQ. Celle-ci est diffusée depuis 2020 dans le but de conscientiser l'ensemble du personnel aux réalités des Premières Nations et des Inuits au Québec. Cette formation d'une durée de 60 minutes a pour objectif de se familiariser avec les différentes Nations autochtones, leur répartition sur le territoire et d'avoir une meilleure compréhension des préjugés auxquels ces dernières font face (Au 31 janvier 2026, 5154 personnes ont été formées);
- o Une formation en ligne de 3 modules visant à sensibiliser le milieu policier au vécu des femmes autochtones. Elle donne la parole à des membres des Premières Nations et à des intervenants qui présentent : les impacts de la colonisation sur les femmes autochtones, la réalité de la violence familiale en milieu isolé et des pistes de solutions pour améliorer

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

les relations avec les membres des communautés autochtones. Cette formation fait partie des formations de base suivies par tous les policiers qui entrent en fonction à la SQ (Au 31 janvier 2026, 1421 personnes ont été formées); - o Une formation sur la sensibilisation culturelle sur les réalités autochtones. Cette formation a été développée à la demande de la SQ en collaboration avec l'UQAT dans le but de former les policiers qui travaillent en contact avec les communautés autochtones. Elle permet entre autres d'avoir une information de base au sujet des Autochtones permettant une perception plus juste de leur réalité et d'accroître le sentiment de sécurité culturelle ressenti par les personnes autochtones. Cette sensibilisation se fait en présentant : la nature des revendications autochtones ainsi que les réalités qui ont conduit aux situations d'aujourd'hui et les questions autochtones avec une ouverture d'esprit nouvelle et seront mieux « outillés » pour les interpréter à leur juste mesure (Au 31 janvier 2026, 2133 personnes ont été formées); - o La formation pour gestionnaires en contexte autochtone a pour but d'outiller les officiers et cadres dont les opérations entrent en relation avec les membres des Premières Nations et des Inuits. Les trois ateliers permettent aux participants de percevoir et de réfléchir aux enjeux dans la gestion d'une situation policière en contexte autochtone, tout en planifiant des actions sensibles aux réalités des Premières Nations et des Inuits en collaboration avec des collaborateurs internes et externes. Cette formation a complété son cycle d'approbation en décembre 2025 et les diffusions débuteront d'ici l'été 2026. Par ailleurs, par le biais de son plan d'action en développement durable 2023-2028, la SQ s'est engagée à améliorer le dialogue avec les communautés autochtones desservies, en élaborant des stratégies de communication adaptées aux spécificités et attentes de chacune d'elles. L'ENPQ offre en continu à l'ensemble de son personnel une formation sur les réalités autochtones. De plus, plusieurs instructeurs et agents aux télécommunications ont reçu la formation <i>Former en langue seconde auprès d'une clientèle autochtone</i>. <u>Fiche d'interpellation FIN et FIR</u> La SQ a mis en place la fiche FIN (Fiche d'interpellation) en avril 2024. Celle-ci permet de compiler des données objectives sur l'individu interpellé dans le CRPQ lorsqu'un policier tente d'identifier une personne qui n'a pas commis d'infraction. Une formation en ligne de 20 minutes est accessible à tous les policiers du Québec. Une interpellation policière s'effectue dans le respect de la personne et ne peut reposer sur un motif discriminatoire fondé sur : l'appartenance raciale; l'origine ethnique, culturelle ou nationale; la religion; les opinions politiques; l'appartenance ou l'affiliation à un groupe non criminalisé; l'âge; le genre; l'identité ou l'expression de genre; l'orientation sexuelle; un handicap physique ou intellectuel; la condition socio-économique. Au 31 janvier 2026, 5263 personnes ont été formées. La fiche FIR a été lancée sur l'application du CRPQ le 17 novembre 2025. À compter de cette date, les policiers de la SQ ont eu accès une formation en ligne ayant pour objectifs : de rappeler les paramètres d'une interception routière effectuée aléatoirement en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière, exclusivement aux fins d'application du dépistage

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**TOUTE MESURE OU ACTION ET BUDGET OCTROYÉ POUR METTRE EN PLACE DE LA FORMATION CONTINUE SUR LA QUESTION DE LA DISCRIMINATION, DU RACISME
ET DU PROFILAGE POUR LES CORPS POLICIERS, LES SERVICES CORRECTIONNELS ET LES CONSTABLES SPÉCIAUX.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

obligatoire de l'alcool de l'article 320.27(2) du C. cr. et de remplir le format d'écran du CRPQ associé à cette interaction policière. La fiche d'interception routière (FIR) vise une collecte de données permettant de documenter l'exercice de ce pouvoir policier. 2882 policiers ont été formés au 31 janvier 2026.

- FIN : En date du 31 janvier 2026, 80,6 % du personnel ciblé est formé.
- FIR : la fiche a été lancée le 17 novembre 2025. En date du 31 janvier 2026, 76,4 % du personnel ciblé est formé.
- En tant que corps de police national et dans le respect des nouvelles orientations du MSP concernant les interpellations policières et les interceptions routières, la SQ a développé une solution informatique (fiches FIN et FIR) permettant de compiler des statistiques uniformes sur les interpellations et les interceptions pour l'ensemble des corps de police québécois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A), B) ET C) Données au 31 janvier 2026

RÉGION	EN SERVICE
Grand quartier général	2326
Région de la Montérégie	210
Estrie et du Centre du Québec	199
Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches	223
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Iles-de-la-Madeleine	168
Mauricie et de Lanaudière	214
Outaouais - Laurentides	168
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	228
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	132
TOTAL	3868

Note : Les véhicules inscrits au Grand quartier général (GQG) incluent les véhicules de toutes les unités rattachées au GQG, mais répartis sur tout le territoire de la SQ.

D) Selon le contrat de travail des policiers(ères) signé à l'automne 2024, le nombre d'années maximum d'utilisation des véhicules est de 7 ans. Cependant, en cas de force majeure, ce maximum peut être revu.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

E) et F) Nombre de véhicules ayant 7 ans et plus au 31 janvier 2026

RÉGION	Véhicules de plus de 7 ans
Grand quartier général	349
Montréal	16
Estrie et Centre du Québec	7
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	13
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	17
Mauricie et Lanaudière	13
Outaouais - Laurentides	6
Côte-Nord-Saguenay-Lac-Saint-Jean	19
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8
Total général	448

G) 448 véhicules partout en province

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

VEUILLEZ NOUS DRESSER L'ÉTAT DE LA FLOTTE DE VÉHICULES DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES DANS LA FLOTTE DE LA SQ, VENTILÉ PAR RÉGION ; B) LE NOMBRE TOTAL DE VÉHICULES NÉCESSAIRES POUR ASSURER UNE COUVERTURE DES SERVICES, VENTILÉ PAR RÉGION ; C) LE NOMBRE DE VÉHICULES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION, VENTILÉ PAR RÉGION ; D) LE KILOMÉTRAGE MAXIMUM AUTORISÉ PAR VÉHICULE DE LA SQ OU LE NOMBRE D'ANNÉES MAXIMUM ; E) LE NOMBRE DE VOITURES EN CIRCULATION DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES, VENTILÉ PAR RÉGION ; F) LE NOMBRE DE VOITURES QUI VONT DÉPASSER LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; G) LE NOMBRE DE VOITURES À REMPLACER EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION ; H) LE NOMBRE D'INCIDENTS SURVENUS EN RAISON D'UN BRIS MÉCANIQUE EN 2025-2026, VENTILÉ PAR RÉGION . DE CE NOMBRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN SONT SURVENUS SUR DES VÉHICULES DÉPASSANT LE KILOMÉTRAGE AUTORISÉ OU LE NOMBRE D'ANNÉE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA NATURE DU BRIS ET S'IL Y A EU DES BLESSURES OU ARRÊT DE TRAVAIL SUITE À L'ACCIDENT ; I) LE NOMBRE DE RAPPELS SUR LES VÉHICULES DE LA SQ ; J) LE NOMBRE DE VÉHICULES FAISANT L'OBJET D'UN RAPPEL ACTUELLEMENT EN CIRCULATION SUR LES ROUTES DU QUÉBEC. K) LES PROJECTIONS D'ACQUISITION DES VÉHICULES POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

H) Aucun.
I) Nombre de rappels actifs pour les véhicules identifiés : 19
J) Nombre de véhicules identifiés en service faisant l'objet d'un rappel : 165
K) Cette donnée n'est pas disponible.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE NOMBRE DE VÉHICULES ACHETÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DISPONIBLES QUI NE SONT PAS EN SERVICE EN RAISON DE DÉLAIS DE MONTAGE QUI N'EST PAS COMPLÉTÉ SUR LE VÉHICULE (EX : SYSTÈME DE SIRÈNE ET DE GYROPHARE, SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATION RENIR, LETTRAGE, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de véhicules de patrouille reçus et en attente de montage au 31 janvier 2026 : 144

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ04, VEUILLEZ NOUS BROSSER UN PORTRAIT DES VESTES ACTUELLEMENT EN CIRCULATION EN INDIQUANT : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ04; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES DE MOINS DE 5 ANS, DE MOINS DE 10 ANS, DE MOINS DE 15 ANS ET DE PLUS DE 20 ANS; D) LE NOMBRE DE VESTES NIJ04 ACHETÉES EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) 613\$
- B) 2472 gilets pare-balles patrouilleurs
- C) Entre 0 et 5 ans : 1316 gilets pare-balles;
Entre 5 et 10 ans : 1124 gilets pare-balles;
Entre 10 et 15 ans : 32 gilets pare-balles;
Plus de 20 ans : 0 gilets pare-balles;
- D) 0 gilets pare-balles.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES VESTES PARE-BALLES NIJ06, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE COÛT D'UNE VESTE PARE-BALLES NIJ06; B) LE NOMBRE DE VESTES NIJ06 EN CIRCULATION; C) LE NOMBRE DE VESTES PARE-BALLES ACHETÉES PAR LA SQ EN 2025-2026; D) LE PLAN D'ACQUISITION DES VESTES NIJ06 POUR LES 5 PROCHAINES ANNÉES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Coût d'une veste pare-balles NIJ06 en 2025-2026:
Les coûts varient de 894\$ à 7 180\$ selon le type de veste.
- B) Nombre de vestes NIJ06 présentement utilisées : 1 183 au 31 janvier 2026
- C) Nombre de vestes NIJ06 achetées en 2025-2026 : 2526
- D) Plan d'acquisition 2026-27 : 2100

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2026-2027 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS EN 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) Trois-Rivières, Québec et Montréal.
B) Liste des salles de tir fermées :

Lieu	Date de fermeture	Raison de la fermeture	Correctifs à apporter	Travaux en cours	Estimation des coûts des travaux	Date d'ouverture prévue
Baie-Comeau	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours.	N/D	N/D
Rimouski	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours	N/D	N/D
Rouyn-Noranda	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours	N/D	N/D
Saguenay	11 décembre 2023	Fermeture préventive	N/D	Aucuns travaux en cours	N/D	N/D
Sherbrooke	3 avril 2023	Fermeture suivant une inspection de la CNESST.	N/D	Aucuns travaux en cours	N/D	N/D

D)

Lieu	Travaux effectués	Coûts	Date ouverture
Montréal	Nettoyage de la salle de tir avec validation des surfaces par frottis Évaluation par un ingénieur des systèmes de ventilation Travaux sur les systèmes de ventilation	256 600\$	25 août 2025

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES SALLES DE TIR DE LA SQ, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LA LISTE DES SALLES DE TIR ACTUELLEMENT EN FONCTION; B) LA LISTE DES SALLES DE TIR FERMÉES, EN INDIQUANT : i) LA DATE DE FERMETURE; ii) LES RAISONS DE LA FERMETURE; iii) LES CORRECTIFS À APPORTER; iv) LES TRAVAUX EN COURS, LE CAS ÉCHÉANT; v) L'ESTIMATION DES COÛTS DE TRAVAUX; vi) L'ESTIMATION DE LA DATE D'OUVERTURE DE LA SALLE DE TIR. C) LA LISTE DES SALLES DE TIR OUVERTES EN 2025-2026 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX EFFECTUÉS; ii) LES COÛTS; iii) LA DATE D'OUVERTURE. D) LA LISTE DES SALLES DE TIR QUI SERONT OUVERTES DE NOUVEAU EN 2026-2027 EN INDIQUANT : i) LES TRAVAUX ACTUELLEMENT EN COURS OU À VENIR; ii) LES COÛTS PRÉVUS; iv) LA DATE D'OUVERTURE PRÉVUE. E) LA LISTE DES EMPLACEMENTS LOUÉS POUR REMPLACER LES SALLES DE TIR EN INDIQUANT : i) L'ADRESSE COMPLÈTE; ii) UNE COURTE DESCRIPTION DES LIEUX (EX : CHAMP, CABANE À SUCRE, LOCAUX VIDES, ETC.) ; iii) LES COÛTS DE LOCATION EN 2025-2026 ET LES PRÉVISIONS EN 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

E)

i) Lieu	ii) Description du lieu
Saint-Jacques-le-Mineur	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Dominique	Champ de tir lié à un club de tir
Donnacona	Champ de tir fédéral
Nantes	Champ de tir lié à un club de tir
Sherbrooke	Salle de tir liée à un club de tir
Terrebonne	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Jean-Chrysostome	Champ de tir lié à un club de tir
Saint-Anaclet-de-Lessard	Champ de tir lié à un club de tir
Trois-Rivières	Champ de tir lié à un club de tir
L'Assomption	Champ de tir lié à un club de tir
L'Ange-Gardien	Champ de tir lié à un club de tir
Baie-Comeau	Champ de tir lié à un club de tir
Sainte-Hedwidge	Champ de tir lié à un club de tir
Rouyn-Noranda	Champ de tir lié à un club de tir

iii) 351 500\$ pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : A) LE NOMBRE D'EMBAUCHES, VENTILÉ PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications embauchés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026 – Données au 31 janvier 2026										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke		1	1	1	3	4		2	2	2	16
CGA de Boucherville		1	1	1		1	2	2	1	1	10
CGA de Rimouski	1										1
CGA de Chandler	1										1
CGA de Québec	5	1				3					9
CGA de Gatineau	1	4				1	1				7
CGA de Trois-Rivières	1	3	2	1		1	1	2		1	12
CGA de Mascouche		1	2			1	3		1	1	9
CGA de Baie-Comeau		1			1						2
CGA de Rouyn-Noranda	2						1				3
CGA de Saguenay	1	1	1			1		3		1	8
Total	12	13	7	3	4	12	8	9	4	6	78

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : B) LE NOMBRE DE DÉPARTS, VENTILÉS PAR MOIS ET PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Départs des préposés aux télécommunications par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026 – Données au 31 janvier 2026										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	3	3	1	2	2	1	2	1	1		16
CGA de Boucherville	2	4		1	3	1		1			12
CGA de Rimouski		1			1					1	3
CGA de Chandler	1										1
CGA de Québec		1		1	1	1	1				5
CGA de Gatineau	2								1		3
CGA de Trois-Rivières	1	2		1	1			2		1	8
CGA de Mascouche	2		1	2		2		1	1		9
CGA de Baie-Comeau				2							2
CGA de Rouyn-Noranda						1					1
CGA de Saguenay	1			1	1	2	1				6
Total	12	11	2	10	9	8	4	5	3	2	66

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : C) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 JANVIER 2026 ; D) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS RÉGULIERS AU 31 JANVIER 2026 ; E) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS OCCASIONNELS AU 31 JANVIER 2026 ; F) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS ACTUELLEMENT AUX ÉTUDES EN TECHNIQUE POLICIÈRE ; G) LA MOYENNE D'ANNÉES D'EXPÉRIENCE DES PRÉPOSÉS EN POSTE AU 31 JANVIER 2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Préposés aux télécommunications en place dans les Centres de gestion des appels (CGA) au 31 janvier 2026			
	Réguliers	Occasionnels	Total	Ancienneté moyenne
CGA de Sherbrooke	16	32	48	2,9
CGA de Boucherville	22	31	53	4,2
CGA de Rimouski	8	12	20	7,0
CGA de Chandler	6	10	16	5,8
CGA de Québec	19	36	55	4,5
CGA de Gatineau	5	13	18	3,3
CGA de Trois-Rivières	25	34	59	5,6
CGA de Mascouche	27	43	70	5,4
CGA de Baie-Comeau	10	9	19	6,7
CGA de Rouyn-Noranda	9	15	24	6,2
CGA de Saguenay	8	12	20	4,5
Total	155	247	402	4,9

f) L'employé n'est pas tenu de divulguer son cheminement académique. L'employeur ne collige pas cette information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : H) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE CORPS DE POLICE AU COURS DE L'ANNÉE ; I) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT PRIS LEUR RETRAITE AU COURS DE L'ANNÉE ; J) LE NOMBRE DE PRÉPOSÉS AYANT QUITTÉ POUR UN AUTRE EMPLOI AU COURS DE L'ANNÉE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre de départs de préposés aux télécommunications dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026 – Données au 31 janvier 2026								
	Mutation fonction publique	Mutation employé civil Sûreté du Québec	Mutation policier Sûreté du Québec	Démission	Cessation d'emploi	Congédiement	Retraite	Décès	Total
CGA de Sherbrooke				16					16
CGA de Boucherville			1	9			2		12
CGA de Rimouski				1		1	1		3
CGA de Chandler							1		1
CGA de Québec				5					5
CGA de Gatineau				3					3
CGA de Trois-Rivières				7			1		8
CGA de Mascouche		2	1	4			1	1	9
CGA de Baie-Comeau				2					2
CGA de Rouyn-Noranda				1					1
CGA de Saguenay			1	3		1	1		6
Total	-	2	3	51	-	2	7	1	66

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

CGA	Nombre d'appels abandonnés par mois dans les Centres de gestion des appels (CGA) en 2025-2026 – Données au 31 janvier 2026										
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Total
CGA de Sherbrooke	142	172	159	196	207	179	160	351	209	216	1991
CGA de Boucherville	148	152	165	192	188	178	184	787	1038	219	3251
CGA de Rimouski	64	40	57	51	522	53	94	95	34	68	1078
CGA de Chandler	125	120	121	153	133	202	276	234	113	108	1585
CGA de Québec	184	174	165	178	185	218	329	269	163	151	2016
CGA de Gatineau	78	95	115	375	120	290	60	62	86	303	1584
CGA de Trois-Rivières	171	246	575	769	266	799	203	171	154	128	3482
CGA de Mascouche	541	971	949	645	660	1428	504	470	509	568	7245
CGA de Baie-Comeau	36	60	318	627	35	34	68	46	43	36	1303
CGA de Rouyn-Noranda	53	73	65	58	69	96	111	110	54	56	745
CGA de Saguenay	32	42	55	45	53	68	110	226	210	36	877
Total	1574	2145	2744	3289	2438	3545	2099	2821	2613	1889	25 157

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

K) Un « appel abandonné » est un appel abandonné par l'appelant sur une ligne 9-1-1 ou 4141 (*4141 ou 310-4141), c'est-à-dire un appel où l'appelant a raccroché avant que le préposé du CGA n'ait répondu. Également, un appel qui est débordé dans un second CGA après x secondes sera considéré comme abandonné dans le premier CGA, et ce, même si le préposé du second CGA a répondu à l'appel débordé. L'appelant est rappelé si un numéro de téléphone est disponible. Dans tous les cas d'appels abandonnés sur une ligne 9-1-1, l'appelant est rappelé.

Afin d'apprécier le tableau à sa juste valeur, les mises en garde suivantes sont de mise :

- Les statistiques visent les appels abandonnés des lignes d'urgence 9-1-1, *4141, et 310-4141.
- La particularité de la réponse aux appels d'un territoire autoroutier s'explique notamment par un grand nombre d'utilisateurs qui circulent, particulièrement pendant les heures de pointe. Ceux-ci peuvent appeler en grand nombre pour signaler un même événement (sortie de route) et finalement raccrocher avant d'avoir une réponse;
- Une grande portion des appels abandonnés a une moyenne de temps de sonnerie de moins de 10 secondes.

Finalement, étant donné les limites de nos systèmes d'information pour l'extraction de certaines données, celles-ci doivent être interprétées avec prudence.

L) Entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026, les CGA de Baie-Comeau, Gatineau et Saguenay ont dû procéder à des fermetures temporaires, de manière sporadique, principalement lors des relèves de nuit. Dans chacune de ces situations, le CGA de relève désigné a pris en charge l'ensemble des appels initialement destinés au centre fermé grâce au mode « Assistance », lequel permet aux appels de sonner simultanément au CGA fermé et au CGA de relève.

Les centres de relève étaient les suivants :

- Gatineau relevé par Mascouche ;
- Saguenay relevé par Rouyn-Noranda ;
- Baie-Comeau relevé par Saguenay.

M) Comme indiqué à la question « L », seuls les CGA de Baie-Comeau, Gatineau et Saguenay ont dû procéder à des fermetures et transférer leurs appels en raison d'un manque de personnel.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2024-2025, VEUILLEZ NOUS INDICHER, PAR CGA : K) LE NOMBRE D'APPELS ABANDONNÉS, PAR MOIS, PAR CGA ; L) LA LISTE DES CGA QUI ONT DÛ FERMER TEMPORAIREMENT LEUR CENTRE EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; M) LE NOMBRE DE FOIS, PAR CGA, OÙ LES APPELS ONT DÛ ÊTRE BASCULÉS DANS UN AUTRE CGA EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL ; N) LE NOMBRE DE FOIS OÙ UN CGA A DÛ OPÉRER AVEC UN EFFECTIF RÉDUIT EN RAISON DU MANQUE DE PERSONNEL, PAR CGA.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, cette mesure a été appliquée à :

- 1 reprise pour Baie-Comeau ;
- 47 reprises pour Gatineau ;
- 7 reprises pour Saguenay.

N) Au cours de la période visée, soit du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, seul le CGA de Gatineau a opéré avec un effectif réduit, et ce, à 10 occasions. Lors de ces situations, les appels excédentaires ont été redirigés en mode « Assistance » afin d'être pris en charge par le CGA de Mascouche.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES PRÉPOSÉS AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC AFFECTÉS AUX CENTRES DE GESTION DES APPELS (CGA) EN 2025-2026, VEUILLEZ NOUS INDIQUER, PAR CGA : O) LES TRAVAUX ENTOURANT LE RECLASSEMENT DES PRÉPOSÉS ET SI LES TRAVAUX SONT TERMINÉS, VEUILLEZ NOUS DIRE LES RECOMMANDATIONS ET/OU LES CHANGEMENTS APPORTÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les travaux sont terminés.

Du 11 mars et le 17 avril 2025, la Sûreté du Québec a procédé aux ajustements des dossiers employés, en poste au 25 juin 2024, soit 399 employés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN LIEN AVEC DES MENACES ENVERS UN CHEF DE PARTI OU UN ÉLU. VEUILLEZ VENTILER L'INFORMATION EN INDIQUANT : A) LA PERSONNE VISÉE (PREMIER MINISTRE, CHEF DE PARTI, DÉPUTÉ, MAIRE, CONSEILLER MUNICIPAL, ETC.); B) LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS; C) LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT ÉTÉ SOUMIS AU DPCP; D) LE NOMBRE DE DOSSIERS FAISANT TOUJOURS L'OBJET D'UNE ENQUÊTE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Les systèmes informatiques de la Sûreté du Québec (SQ) ne permettent pas d'isoler les données demandées. Le tableau ici-bas présente le résultat d'une compilation manuelle de chacun des dossiers de menaces envers un élu signalés à la SQ. À noter que les données soulignées en gris doivent être interprétées avec prudence puisqu'il est possible que les corps de police municipaux, à qui la responsabilité de l'enquête a été transférée, n'aient pas encore informé la SQ de l'état d'avancement des différents dossiers sous leur responsabilité. Notons également que les corps de police municipaux n'ont pas l'obligation de tenir informée la SQ de l'état d'avancement des dossiers transférés, ce qui complexifie la tenue à jour des statistiques relatives au statut des dossiers d'enquête. De plus, il est important de noter que les données relatives aux administrations municipales (maire, conseiller municipal) ne reflètent pas le portrait global de la province, mais les territoires desservis par la SQ.

Entre le 1 avril 2025 et le 31 janvier 2026 :

Personne visée :	PM	Ministre	Chef de parti	Député	Maire	Conseiller municipal
Nombre de propos menaçants non criminels rapportés	46	40	11	28	4	2
Nombre de menaces au sens du Code criminel	4	1	0	2	14	8
Dossiers fermés¹	1	0	0	0	5	1
Dossiers soumis DPCP	4	0	0	2	9	6
Dossiers sous enquête	0	1	0	0	0	1

¹ Dans les cas qui nous concernent, un dossier est fermé sans être soumis au DPCP lorsque le suspect n'est pas identifié ou que les preuves recueillies sont insuffisantes.
Q-169 (2026-03)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES DANS LE DÉMANTÈLEMENT DE LABORATOIRES ET DE SITES D'ENCAPSULAGE DE DROGUES DE SYNTHÈSE, VEUILLEZ NOUS INDINQUER : A) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PLEIN À CES ÉQUIPES; B) LE NOMBRE D'ENQUÊTEURS AFFECTÉS À TEMPS PARTIEL À CES ÉQUIPES; C) LE NOMBRE D'ENQUÊTES ACTUELLEMENT EN COURS; D) LE NOMBRE D'ENQUÊTES TERMINÉES AU COURS DE L'ANNÉE EN VENTILANT L'INFORMATION PAR RÉGION ET EN INDIQUANT LE NOMBRE D'ENQUÊTES AYANT DÉBOUCHÉ SUR DES ACCUSATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- A) La SQ ne dispose pas d'une équipe d'enquête spécialisée dédiée dans le démantèlement de laboratoires et de sites de pressage (encapsulage) de drogues de synthèse. Le volet enquête est plutôt une responsabilité partagée par l'ensemble des équipes d'enquêtes en matière de crime organisé. Pour le volet démantèlement, la SQ a mis en place un modèle de déploiement dans le cadre duquel trois chefs d'équipe et 40 enquêteurs provenant de diverses unités de la structure d'enquêtes sur le crime organisé sont dûment formés et peuvent être mobilisés lorsqu'une opération de démantèlement est déclenchée. Ces ressources peuvent être sollicitées tant dans le cadre de dossiers de la SQ qu'à la suite d'une demande d'assistance provenant d'un corps de police municipal. Ces ressources formées en démantèlement deviennent des références pour les différentes unités d'enquête afin d'optimiser les résultats.
- B) Voir la réponse à la sous-question A)
- C) Plusieurs enquêtes ciblant des réseaux de trafic et de distribution de stupéfiants sont présentement en cours dans les différentes unités d'enquêtes sur le crime organisé. De telles enquêtes ont le potentiel de mener à la découverte de laboratoires ou de sites de pressage (encapsulage).
- D) *Pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :*
- **Montérégie :**
 - o Pike River : une (1) enquête terminée concernant le démantèlement d'un site d'encapsulage (méthamphétamine). Les accusations ont été déposées.
 - **Laurentides :**
 - o Sainte-Lucie : des perquisitions en cours d'enquête ont permis le démantèlement d'un site de pressage (méthamphétamine et Fentanyl). L'enquête se poursuit et des accusations pourraient être portées dans la prochaine année;
 - o Sainte-Sophie : des perquisitions en cours d'enquête ont permis le démantèlement d'un site de pressage (méthamphétamine et MDMA). L'enquête se poursuit et des accusations pourraient être portées dans la prochaine année;
 - o Lachute : une (1) enquête terminée concernant le démantèlement d'un site de production de méthamphétamine. Les accusations seront portées prochainement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LE NOMBRE DE BARRAGES ROUTIERS EFFECTUÉS POUR LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES AU VOLANT PAR ANNÉE, DEPUIS 10 ANS, VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE : A) PAR MOIS; B) PAR RÉGION; C) NOMBRE D'ARRESTATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir l'annexe

Précisions concernant les données

- Le terme « **barrages routiers** » spécifié dans la question est plutôt nommé au Bilan « Contrôles opérations alcool / drogue » dont la définition est la suivante : le nombre d'opérations « capacité de conduite affaiblie par l'alcool ou la drogue » réalisées.
- À compter de 2025, les données de la région 33-Autoroutier Grand Montréal concernant les dossiers de capacités affaiblies ont été intégrées à même les autres régions.
- Les « **arrestations** » sont représentées plutôt par le nombre total de dossiers soumis à un procureur aux poursuites criminelles et pénales en regard de la capacité de conduite affaiblie par l'alcool et/ou la drogue. Les dossiers soumis à un procureur ne sont pas reliés statistiquement ni systématiquement aux opérations alcool / drogue.
- Les données en lien avec les « **Contrôles alcool / drogue** » proviennent également du système qui est alimenté manuellement, où il peut subsister une certaine marge d'erreur.

LE NOMBRE DE BARRAGES ROUTIERS EFFECTUÉS POUR LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES AU VOLANT PAR ANNÉE, DEPUIS 10 ANS, VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE : A) PAR MOIS; B) PAR RÉGION; C) NOMBRE D'ARRESTATIONS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant - 2025

	11- Montérégie		12-Estrie-Centre-du-Québec		21-Capitale-Nationale-Chaudière-Appalaches		22-Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		31 Mauricie-Lanaudière	
Mois	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies
Janvier	82	63	354	51	168	77	116	37	139	95
Février	59	74	423	66	111	65	113	38	112	116
Mars	120	90	451	62	118	78	126	48	138	138
Avril	97	84	344	78	127	84	98	47	132	99
Mai	67	89	338	68	124	102	114	51	131	118
Juin	72	106	299	82	153	98	118	63	122	125
Juillet	56	100	278	74	128	104	117	67	166	169
Août	70	106	345	82	145	97	96	45	150	138
Septembre	48	68	287	47	101	78	86	36	146	90
Octobre	61	85	322	71	118	84	80	38	129	125
Novembre	63	101	304	71	131	77	101	49	168	129
Décembre	137	86	311	49	231	83	154	39	217	100
Total 2025	932	1052	4056	801	1655	1027	1319	558	1750	1442

	32-Outaouais-Laurentides		33-Autoroutier Grand Montréal		41-Côte-Nord-Saguenay-Lac-St-Jean		42-Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec		Total mensuel	
Mois	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies	Contrôles alcool drogues (barrages)	Dossiers capacités affaiblies
Janvier	161	59	52		164	31	311	21	1547	434
Février	162	65	55		129	40	299	23	1463	487
Mars	148	92	45		139	50	325	37	1610	595
Avril	167	77	47		126	39	262	37	1400	545
Mai	207	71	76		104	43	337	43	1498	585
Juin	133	84	122		130	52	346	26	1495	636
Juillet	68	80	84		150	60	302	39	1349	693
Août	110	88	96		119	45	359	40	1490	641
Septembre	108	63	45		91	41	250	34	1162	457
Octobre	140	65	50		131	53	230	27	1261	548
Novembre	153	76	82		119	41	260	42	1381	586
Décembre	276	59	70		298	61	246	26	1940	503
Total 2025	1833	879	824	0	1700	556	3 527	395	17 596	6 710

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ASSURE LE CONTRAT DE SÉCURITÉ À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL DEPUIS LE 1er JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CE CONTRAT, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) UNE COPIE DE L'ENTENTE AVEC L'AÉROPORT; B) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI : i) LE NOMBRE DE POSTES OUVERTS LORS DU DÉBUT D'APPEL DE CANDIDATURES; ii) LE NOMBRE DE POSTES COMBLÉS; iii) LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICE POUR ASSIGNATION TEMPORAIRE ET LA PROVENANCE DES PRÊTS DE SERVICE; iv) LE NOMBRE DE POSTES TOUJOURS VACANTS. C) NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS À L'AÉROPORT VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE: i) POLICIERS PATROUILLEURS PAR TYPE HORAIRE (H1, H2, H3) ; ii) POLICIERS ENQUÊTEURS; iii) POLICIERS OFFICIERS ; D) LA PROVENANCE (VILLE, MRC, RÉGION DU QUÉBEC) DES POLICIERS AFFECTÉS À L'AÉROPORT; E) CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SQ EN AFFECTATION TEMPORAIRE À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : i) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES; iii) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT; iv) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT; v) LES FRAIS DE REPAS; vi) LA PROVENANCE DE CHAQUE POLICIER DE LA SQ AFFECTÉ TEMPORAIREMENT À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL (VILLE, MRC, RÉGION). F) LES COÛTS DÉTAILLÉS DES FRAIS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR L'AÉROPORT (ACHAT DE MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT DE BUREAUX, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'effectifs en place à l'Aéroport de Montréal : 34 Provenance de l'ancienne affectation des policiers affectés à l'Aéroport par ville, MRC et région du Québec : Les informations demandées ne peuvent être communiquées en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1). Il est à noter que l'ensemble du personnel affecté à l'Aéroport a été remplacé de son affectation précédente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ASSURE LE CONTRAT DE SÉCURITÉ À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2025. EN LIEN AVEC CE CONTRAT, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : A) UNE COPIE DE L'ENTENTE AVEC L'AÉROPORT; B) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI : i) LE NOMBRE DE POSTES OUVERTS LORS DU DÉBUT D'APPEL DE CANDIDATURES; ii) LE NOMBRE DE POSTES COMBLÉS; iii) LE NOMBRE DE PRÊTS DE SERVICE POUR ASSIGNATION TEMPORAIRE ET LA PROVENANCE DES PRÊTS DE SERVICE; iv) LE NOMBRE DE POSTES TOUJOURS VACANTS. C) NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS À L'AÉROPORT VENTILÉ DE LA FAÇON SUIVANTE: i) POLICIERS PATROUILLEURS PAR TYPE HORAIRE (H1, H2, H3) ; ii) POLICIERS ENQUÊTEURS; iii) POLICIERS OFFICIERS ; D) LA PROVENANCE (VILLE, MRC, RÉGION DU QUÉBEC) DES POLICIERS AFFECTÉS À L'AÉROPORT; E) CONCERNANT LES POLICIERS DE LA SQ EN AFFECTATION TEMPORAIRE À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL, VEUILLEZ NOUS FOURNIR : i) LE NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES; iii) LES FRAIS DE DÉPLACEMENT; iv) LES FRAIS D'HÉBERGEMENT; v) LES FRAIS DE REPAS; vi) LA PROVENANCE DE CHAQUE POLICIER DE LA SQ AFFECTÉ TEMPORAIREMENT À L'AÉROPORT DE MONTRÉAL (VILLE, MRC, RÉGION). F) LES COÛTS DÉTAILLÉS DES FRAIS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DES LOCAUX OU L'ACHAT DE MATÉRIEL POUR L'AÉROPORT (ACHAT DE MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT DE BUREAUX, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre d'heures effectuées et nombre d'heures en temps supplémentaire par tous les policiers :

	Heures régulières	Heures supplémentaires	Total général
Catégorie	40 587	7 721	48 308

Les frais de déplacement, d'hébergement et de repas des policiers en affectation temporaire : Aucun

La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région) : Les informations demandées ne peuvent être communiquées en application des articles 28 (3), 28 (4), 29 al. 2, 53, 54 et 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1). Il est à noter que l'ensemble du personnel affecté à l'Aéroport a été remplacé de son affectation précédente

Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipements de bureaux, etc.) : 175 753\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LE 14 JANVIER 2025, LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE FAISAIT LE POINT SUR L'ENSEMBLE DES MESURES DÉJÀ EN PLACE DEPUIS UN MOIS ET CELLES À VENIR POUR REHAUSSER LA SÉCURITÉ DE LA FRONTIÈRE SÉPARANT LE QUÉBEC DES ÉTATS-UNIS À L'APPROCHE DE L'ENTRÉE EN POSTE DE DONALD TRUMP. EN LIEN AVEC CETTE CONFÉRENCE DE PRESSE, VEUILLEZ NOUS FOURNIR L'INFORMATION SUIVANTE : A) CONCERNANT L'ANNONCE QU'À COMPTER DU 13 JANVIER 2025, LA SQ VA TRIPLER LES EFFECTIFS PRÊTÉS AUX ÉQUIPES MIXTES AMÉRICAINES BORDER ENFORCEMENT SECURITY TASK FORCE (BEST) POUR UN TOTAL DE NEUF RESSOURCES (DES ENQUÊTEURS ET DES AGENTS DE RENSEIGNEMENTS), VEUILLEZ NOUS DIRE : i) LE NOMBRE DE RESSOURCES PRÊTÉES PAR CORPS D'EMPLOI; ii) LES INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN 2025-2026; iii) LES INVESTISSEMENTS RÉELS EN 2025-2026. B) CONCERNANT LA DÉCLARATION DU MINISTRE AFFIRMANT QUE « LA SQ SERA EN MESURE DE DÉPLOYER JUSQU'À 300 POLICIERS EN 24 À 48 HEURES POUR PORTER ASSISTANCE AUX INSTANCES FÉDÉRALES AU BESOIN », VEUILLEZ NOUS DIRE : i) LE NOMBRE DE POLICIERS AYANT PORTÉ ASSISTANCE AUX INSTANCES FÉDÉRALES; ii) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET LE COÛT EN TEMPS SUPPLÉMENTAIRE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) i) Le nombre de ressources prêtées est de 7 (5 enquêteurs et 2 agents de renseignement). ii) Le montant des investissements n'avait pas été prédéterminé pour la période visée. iii) Les investissements réels pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 sont de 143 339\$ (temps supplémentaire et autres frais). B) i) Aucun déploiement à grande échelle n'a été nécessaire durant la période visée. Seuls les effectifs réguliers ont été appelés à supporter les instances fédérales dans le cadre de leur fonction et des activités régulières de la desserte. ii) Un total de 794,25 heures a été effectué par les membres SQ en prêt dans les équipes BEST pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, représentant un coût de 66 247\$ alloué en temps supplémentaire policier.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ACTIONS POLICIÈRES LIÉES AU CONFLIT DE REDEVANCES (GUERRE DES STUPÉFIANTS), VEUILLEZ FOURNIR POUR LA PÉRIODE 2025-2026 À L'ÉCHELLE DE LA PROVINCE : A) LE NOMBRE D'ARRESTATIONS; B) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU SAISIES; D) LA SOMME D'ARGENT SAISIE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

<i>Période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :</i> A) Nombre d'arrestations : 352 B) Nombre de perquisitions : 242 C) Nombre d'armes à feu saisies : 130 D) Somme d'argent saisie : 706 391\$ Ces données incluent les actions posées en réponse aux évènements de violence s'étant produits dans le cadre du conflit des redevances, en plus des opérations menées par les unités de lutte contre le crime organisé, visant bien souvent des sujets actifs dans le conflit.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES ACTIONS POLICIÈRES LIÉES AU CONFLIT DE REDEVANCES (GUERRE DES STUPÉFIANTS), VEUILLEZ FOURNIR POUR LA PÉRIODE 2025-2026 À L'ÉCHELLE DE LA CÔTE-NORD : A) LE NOMBRE D'ARRESTATIONS; B) LE NOMBRE DE PERQUISITIONS; C) LE NOMBRE D'ARMES À FEU SAISIES; D) LA SOMME D'ARGENT SAISIE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :

- A) Nombre d'arrestations : 103
- B) Nombre de perquisitions : 65
- C) Nombre d'armes à feu saisies : 38
- D) Somme d'argent saisie : 282 013\$

Ces données incluent les actions posées en réponse aux évènements de violence s'étant produits dans le cadre du conflit des redevances, en plus des opérations menées par les unités de lutte contre le crime organisé, visant bien souvent des sujets actifs dans le conflit.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA RÉTENTION ET LE RECRUTEMENT DES POLICIERS À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) NOMBRE D'EMBAUCHES EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; B) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; C) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; D) NOMBRE D'ETC VACANTS, PAR MRC ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR UNE DURÉE DE : i) MOINS DE 120 JOURS; ii) PLUS DE 120 JOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) Nombre d'embauches policiers par région administrative du 1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :			
Région administrative	A) Nombre de recrues	B) Nombre d'agents seniors	Total
01 - Bas-Saint-Laurent	0	1	1
02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	0	2	2
03 - Capitale-Nationale	3	1	4
04 - Mauricie	2	0	2
05 - Estrie	2	4	6
06 - Montréal	14	2	16
07 - Outaouais	11	1	12
08 - Abitibi-Témiscamingue	3	0	3
09 - Côte-Nord	5	0	5
10 - Nord-du-Québec	10	0	10
11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	3	2	5
12 - Chaudière-Appalaches	0	0	0
13 - Laval	4	0	4
14 - Lanaudière	10	0	10
15 - Laurentides	2	3	5
16 - Montérégie	20	2	22
17 - Centre-du-Québec	6	0	6
Total	95	18	113

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LA RÉTENTION ET LE RECRUTEMENT DES POLICIERS À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) NOMBRE D'EMBAUCHES EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; B) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; C) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; D) NOMBRE D'ETC VACANTS, PAR MRC ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR UNE DURÉE DE : i) MOINS DE 120 JOURS; ii) PLUS DE 120 JOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

B) Nombre de départs policiers à la retraite par région administrative du 1 ^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 :								
Région administrative	Agent	Sergent	Lieutenant	Capitaine	Inspecteur	Inspecteur chef	Directeur général adjoint	Total départs
01 - Bas-Saint-Laurent	5	3	2	0	0	0	0	10
02 - Saguenay--Lac-Saint-Jean	3	5	0	0	0	0	0	8
03 - Capitale-Nationale	8	8	1	0	0	0	0	17
04 - Mauricie	1	2	2	1	0	0	0	6
05 - Estrie	3	7	1	0	0	0	0	11
06 - Montréal	4	13	3	6	1	0	1	28
07 - Outaouais	2	3	0	0	0	0	0	5
08 - Abitibi-Témiscamingue	1	4	0	0	0	0	0	5
09 - Côte-Nord	3	6	1	1	0	0	0	11
10 - Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0
11 - Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	2	4	0	0	0	0	0	6
12 - Chaudière-Appalaches	0	3	0	0	0	0	0	3
13 - Laval	1	1	0	0	0	0	0	2
14 - Lanaudière	6	7	0	1	0	0	0	14
15 - Laurentides	0	2	0	0	0	0	0	2
16 - Montérégie	5	8	2	0	0	0	0	15
17 - Centre-du-Québec	4	1	0	1	0	0	0	6
Total	48	77	12	10	1	0	1	149

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LA RÉTENTION ET LE RECRUTEMENT DES POLICIERS À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) NOMBRE D'EMBAUCHES EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; B) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; C) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉE EN 2025-2026, PAR TERRITOIRE ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI; D) NOMBRE D'ETC VACANTS, PAR MRC ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR UNE DURÉE DE : i) MOINS DE 120 JOURS; ii) PLUS DE 120 JOURS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

C) Voir la réponse à la question 125 des demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.
D) Voir la réponse à la question 118 des demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES MRC VISÉES PAR UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR SON TERRITOIRE EN 2025-2026. POUR CHACUNE DE CES MRC, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE NOMBRE DE POLICIERS EN MOINS; B) LE NOMBRE DE POLICIERS AFFECTÉS AU TERRITOIRE DESSERVI AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE DE SERVICES; C) LA LISTE DES MRC QUI AURONT UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR LE TERRITOIRE EN 2026-2027 SUITE À LA RÉÉVALUATION AU PREMIER TRIMESTRE DE 2026 PRÉVUE À L'ENTENTE EN INDIQUANT LE NOMBRE DE POLICIERS EN MOINS PRÉVU; D) LA LISTE DES MRC QUI AURONT UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR LE TERRITOIRE EN 2026-2027 SUITE À LA RÉÉVALUATION AU PREMIER TRIMESTRE DE 2026 PRÉVUE À L'ENTENTE EN INDIQUANT LE NOMBRE DE POLICIERS EN PLUS PRÉVU.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Les ententes relatives à la fourniture de services policiers par la Sûreté du Québec (SQ), signées en 2023 entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et les Municipalités régionales de comptés (MRC) prévoient, à l'article 9.2, une réévaluation du nombre de policiers affectés au territoire.
- En tenant compte à la fois de la capacité de payer des municipalités et de celle du gouvernement, il a été demandé en 2023 que le nombre de policiers affectés aux ententes, 3 445 effectifs, soit maintenu. Limitée à ce bassin, l'organisation doit assurer la répartition la plus équitable possible des ressources, en transférant par attrition les postes (SAGIR) des unités présentant des taux d'occupation plus faibles vers celles dont les taux sont plus élevés.
- Pour ce faire, la SQ utilise un modèle de répartition des effectifs basé sur la charge de travail générée par la demande en services policiers dans les MRC. Le modèle permet de comparer objectivement le taux d'occupation des postes en gendarmerie et en enquêtes.
- Lors de la signature des ententes de 3^e génération en 2023, 24 MRC sur 88 ont fait l'objet de relocalisations, 50 ont pu maintenir un statu quo et 14 ont vu leurs effectifs en gendarmerie ou en enquête être ajustés à la hausse.
- À la demande des associations municipales, des mesures d'atténuation d'impact ont été mises en place dans les 5 MRC visées par une relocalisation de plus de 2 effectifs. Les MRC visées bénéficient de mesures d'atténuation d'impact jusqu'à l'issue de la réévaluation du nombre de policiers affectés à leur territoire.

	Mesure d'atténuation d'impacts			
MRC	Relocalisations 2023	Révision 2026	Relocalisations prévues en 2026	Total par MRC
Lac-Saint-Jean-Est	4		5	9
Vaudreuil-Soulanges	2		3	5
Maria-Chapdelaine	2		3	5
Matawinie	2		1	3
Pays-d'en-Haut	2		1	3
Total des effectifs à relocaliser	12		13	25

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

LA LISTE DES MRC VISÉES PAR UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR SON TERRITOIRE EN 2025-2026. POUR CHACUNE DE CES MRC, VEUILLEZ NOUS DIRE : A) LE NOMBRE DE POLICIERS EN MOINS; B) LE NOMBRE DE POLICIERS AFFECTÉS AU TERRITOIRE DESSERVI AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE DE SERVICES; C) LA LISTE DES MRC QUI AURONT UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR LE TERRITOIRE EN 2026-2027 SUITE À LA RÉÉVALUATION AU PREMIER TRIMESTRE DE 2026 PRÉVUE À L'ENTENTE EN INDIQUANT LE NOMBRE DE POLICIERS EN MOINS PRÉVU; D) LA LISTE DES MRC QUI AURONT UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE POLICIERS SUR LE TERRITOIRE EN 2026-2027 SUITE À LA RÉÉVALUATION AU PREMIER TRIMESTRE DE 2026 PRÉVUE À L'ENTENTE EN INDIQUANT LE NOMBRE DE POLICIERS EN PLUS PRÉVU.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Au moment de l'entrée en vigueur des ententes, le 1er octobre 2023, il s'agissait des seules relocalisations prévues en 2026. Les travaux de réévaluation permettront d'actualiser le nombre d'effectifs à allouer à chacune des MRC. Les ajustements qui en découleront pourraient se traduire par une hausse, une diminution ou un maintien des effectifs.
- Les paramètres de redistribution des effectifs policiers en fonction de la charge de travail seront déterminés par le comité de liaison composé de la SQ, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités et du MSP. Cette réévaluation a d'ailleurs été devancée à la demande des associations municipales, elle était initialement prévue 5 ans après la signature des ententes. Une première rencontre du comité de liaison est actuellement fixée à la mi-avril, ce qui permettra de lancer officiellement les travaux.
- En fonction des analyses préliminaires de données et de la hausse constatée de la demande en services policiers, il est possible que davantage de mouvements d'effectifs soient nécessaires qu'en 2023. Cependant, si une injection d'effectifs était considérée, elle permettrait d'atténuer le nombre de relocalisations. Or, l'injection d'effectifs à la desserte MRC influence l'ensemble de la facturation des MRC et municipalités tout comme celle du gouvernement, ce qui constitue un enjeu au niveau de la capacité de payer de ces derniers.
- Notons que le nombre de policiers affectés à la desserte MRC n'a pas été augmenté depuis une vingtaine d'années, hormis lors d'intégrations par la SQ de corps de police municipaux. L'évolution des pratiques policières ainsi que la transformation de la demande en services policiers augmentent la charge de travail et créent une pression sur les membres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONCERNANT LES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE À L'AUTOMNE 2025, VEUILLEZ FOURNIR PUR LA PÉRIODE 2025-2026; A) LE PLAN DE COMPRESSION; B) LES SOMMES RÉELLEMENT LIVRÉES PAR LA SQ EN COMPRESSION EN 2025-2026; C) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; D) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; E) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR SERVICES OFFERTS (GÉNÉRAUX, SPÉCIALISÉS, NATIONAUX); F) LE NOMBRE DE CIVILS QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; G) LE NOMBRE DE CIVILS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; H) LE NOMBRE DE CIVILS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR SERVICES OFFERTS (GÉNÉRAUX, SPÉCIALISÉS, NATIONAUX); I) LA LISTE DES POSTES FERMÉS; J) LE TEMPS DE RÉPONSE EN MOYENNE AVANT ET APRÈS DANS LES MUNICIPALITÉS OÙ LES POSTES SONT FERMÉS; K) LA LISTE DES DIRECTIONS AFFECTÉES PAR DES COUPURES OU UNE ABOLITION; L) LA LISTE DES OUTILS OU VÉHICULES VENDUS; M) LES CONTINGENTS ANNULÉS DE NOUVEAUX POLICIERS .

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) et B) Voir les livres des crédits 2025-2026 et 2026-2027.

C) Aucune perte d'emploi.

D) et E) Aucune perte d'emploi n'est prévue.

F)

Région	Au 31 janvier 2026
Bas-Saint-Laurent	1
Capitale-Nationale	4
Mauricie	1
Montréal	27
Lanaudière	1
Laurentides	1
Montréal	5

*La région administrative a été déterminée en fonction du dernier emplacement d'affectation. Les employés réguliers n'ont pas été considérés, puisqu'ils sont appelés à être réaffectés au sein de l'organisation ou à être mutés. Il n'y a donc pas de perte d'emploi qui en résulte.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

CONCERNANT LES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE À L'AUTOMNE 2025, VEUILLEZ FOURNIR PUR LA PÉRIODE 2025-2026; A) LE PLAN DE COMPRESSION; B) LES SOMMES RÉELLEMENT LIVRÉES PAR LA SQ EN COMPRESSION EN 2025-2026; C) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; D) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; E) LE NOMBRE DE POLICIERS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR SERVICES OFFERTS (GÉNÉRAUX, SPÉCIALISÉS, NATIONAUX); F) LE NOMBRE DE CIVILS QUI ONT PERDU LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; G) LE NOMBRE DE CIVILS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR RÉGION ADMINISTRATIVE; H) LE NOMBRE DE CIVILS QUI PERDRONT LEUR EMPLOI PAR SERVICES OFFERTS (GÉNÉRAUX, SPÉCIALISÉS, NATIONAUX); I) LA LISTE DES POSTES FERMÉS; J) LE TEMPS DE RÉPONSE EN MOYENNE AVANT ET APRÈS DANS LES MUNICIPALITÉS OÙ LES POSTES SONT FERMÉS; K) LA LISTE DES DIRECTIONS AFFECTÉES PAR DES COUPURES OU UNE ABOLITION; L) LA LISTE DES OUTILS OU VÉHICULES VENDUS; M) LES CONTINGENTS ANNULÉS DE NOUVEAUX POLICIERS .

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

G) Aucune autre perte d'emploi n'est prévue;
H) Aucune autre perte d'emploi n'est prévue;
I) Aucune fermeture de poste;
J) Non applicable;
K) Toutes les grandes fonctions de la SQ ont contribué à l'effort demandé;
L) Aucune;
M) Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**TOTAL DES SOMMES VERSÉES À TITRE DE DOMMAGE ET INTÉRÊTS PAR LE MINISTÈRE À LA SUITE DE POURSUITES JUDICIAIRES DANS LESQUELLES IL ÉTAIT
REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. LISTER LES 10 CAUSES AYANT ENTRAÎNÉ LES PLUS GRANDES SOMMES.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUELLES SOMMES ONT ÉTÉ AFFECTÉES DIRECTEMENT PAR LE MINISTÈRE À DES MESURES DE SÉCURISATION DE LA FRONTIÈRE À LA SUITE DE L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP AUX USA? DÉTAILLEZ SELON LE TYPE DE MESURES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

- Des frais de 5 750\$ ont été encourus pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026, répartis de la façon suivante :
 - o Rémunération : 3 391\$
 - o Matériel et équipement : 2 359\$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

QUELLE QUANTITÉ DE FENTANYL A ÉTÉ SAISIE À LA FRONTIÈRE QUÉBÉCOISE DANS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET COMBIEN D'ARRESTATIONS ONT ÉTÉ FAITES À CE SUJET ? VENTILEZ PAR ANNÉE.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La Sûreté du Québec ne dispose pas de ces données.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2025-2026.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Depuis 1977, la SQ exerce une coordination stratégique et un rôle-conseil en matière autochtone. Ce mandat est actuellement assumé par la Division des relations avec les communautés autochtones (DRCA) qui s'assure que toutes les unités de la SQ agissent de façon intégrée auprès des communautés et de leurs corps de police autochtone (CPA). La DRCA développe des outils, projets et initiatives répondant aux réalités des communautés autochtones.

En mai 2024, un poste d'agent de liaison autochtone (ALA) a été créé, ayant pour mandat principal de consolider les liens avec les organisations autochtones provinciales, portant ainsi le nombre d'ALA à 13. Les ALA sont répartis en province en fonction de critères de proximité avec les communautés ainsi que dans certains milieux urbains à forte concentration autochtone.

Ils sont assignés à des communautés spécifiques et entretiennent des liens privilégiés avec les acteurs clés en tant que personnes-ressources principales :

- ALA Matapédia: Cacouna/Whitworth et Gespeg
- ALA Oka : Kanesatake
- ALA Maniwaki : Lac Barrière
- ALA Val-d'Or : Kitcisakik
- ALA Rouyn-Noranda : Winneway et Hunter's Point
- ALA Sept-Îles : Ekuanitshit et Nutashkuan
- ALA Baie-Comeau : Unamen Shipu et Matimekosh/Lac-John

Au quotidien, l'ALA :

- Assure le maintien de liens de confiance avec les communautés autochtones et leurs organisations policières.
- Accompagne les corps de police autochtones lors de demandes d'assistances.
- Identifie les besoins des Premières Nations et des Inuit en matière de sécurité publique et offre des solutions adaptées dans un objectif de sécurisation culturelle.
- Développe et entretient des partenariats avec les organismes locaux reconnus par les Premières Nations et les Inuit.

En sus des 13 ALA, la DRCA est composée de deux chefs d'équipe, 3 agents de recherche et d'un lieutenant responsable de division. Cette équipe est entièrement dédiée à la liaison avec les Corps de police autochtone, conseils de bande, organismes et population autochtones.

Depuis 2023, 13 policiers relais-autochtone sont aussi opérationnels dans les postes MRC à proximité d'une communauté autochtone, en fonction des besoins et des particularités des milieux. Ces policiers-patrouilleurs sont appelés à soutenir les ALA lors d'évènements opérationnels d'envergure et à assurer une continuité du service si l'ALA venait à s'absenter. Ils ne font pas partie de l'équipe dédiée, mais bonifient le service de liaison autochtone officiellement établi.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2025-2026.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Plusieurs actions et mesures ont été mises en place pendant la période à l'étude :

Initiatives d'intervention concertée

Tables de concertation et comité consultatifs

Les membres de la DRCA participent activement à de nombreuses tables de concertation et comités, contribuant ainsi à l'élaboration de stratégies et à la mise en place de mesures adaptées aux communautés autochtones desservies, notamment par le biais des Tables locales d'accessibilité aux services pour les autochtones vivant en milieu urbain, des Tables de concertation en violence conjugale et des Tables de concertation en crises sociales.

Équipes mixtes d'intervention – policiers et intervenants communautaires (ÉMIPIC)

Depuis 2016, la SQ a mis en place 6 équipes ÉMIPIC dans les municipalités de Val-d'Or en 2016, Sept-Îles en 2021, Maniwaki, Roberval et Joliette en 2022 ainsi que Chibougamau en 2023. Elles ont notamment le mandat d'intervenir auprès des personnes en situation de vulnérabilité avec une approche culturellement adaptée aux réalités des Premières Nations. Ces équipes ont une incidence positive sur les services offerts aux communautés limitrophes, notamment pour Lac-Barrière et Kitcisakik.

La DRCA, responsable de la coordination et du déploiement des ÉMIPIC, organise annuellement une rencontre d'actualisation des connaissances, réunissant tous les membres ÉMIPIC, afin de perfectionner leur formation spécialisée et de permettre le partage de bonnes pratiques. Elle s'occupe également du suivi financier de ces équipes.

Formations

La DRCA est au cœur de la création du continuum de formation offert aux employés de la SQ leur permettant d'être outillés en matière de réalités autochtones. C'est le cas notamment des membres des postes appelés à intervenir dans les 11 communautés desservies par la SQ :

- Depuis 2020, la SQ, conjointement avec l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, anime des sessions de sensibilisation aux réalités autochtones.
- Depuis octobre 2020, la Sûreté offre à son personnel une formation en ligne sur les réalités des Premières Nations et Inuit.
- Depuis décembre 2022, une formation en ligne portant sur les réalités des femmes autochtones au Québec, développée en collaboration avec un organisme autochtone, est offerte afin de bonifier l'offre de formation.
- En 2024, en collaboration avec le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), une fiche de sensibilisation aux réalités autochtones a été mise à jour et présentée à l'ensemble des policiers travaillant dans les postes susceptibles d'intervenir auprès des membres des Premières Nations et Inuit.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

**SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2025-2026.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Une nouvelle formation élaborée par la SQ et destinée spécifiquement aux officiers est présentement mise à l'essai dans le cadre d'un projet pilote. Dans le cadre d'opérations spéciales en milieux autochtones et de la desserte régulière des 11 communautés, un suivi est assuré auprès des policiers déployés afin de s'assurer qu'ils ont bien complété les formations en ligne et consulté la fiche de sensibilisation culturelle. <u>Dialogue et confiance</u> Par le biais des ALA, de nombreuses initiatives et activités significatives sont réalisées au quotidien. Une grande majorité d'entre elles sont mises en place en collaboration avec les partenaires des communautés desservies, telles que des activités de prévention, la promotion du métier de policier, des kiosques d'informations, etc. Bureau de projet et de partenariats autochtones (BPPA) La Sûreté, par l'entremise de la DRCA, a mis en place un Bureau de projet et de partenariats autochtones (BPPA) ayant notamment pour mandat le recensement et l'analyse des pratiques de prévention et d'intervention en matière de violences conjugales, familiales et sexuelles, afin de proposer des outils culturellement adaptés aux réalités des Premières Nations et Inuit. Pour la période du 1er avril au 31 janvier 2026, plusieurs projets ont été réalisés pour un montant total de 2 568 \$. Les outils mis en place en 2025-2026 sont : ▪ Traduction de deux documents du français vers l'anglais ; ▪ Aménagement, au poste principal et au poste auxiliaire de la MRC de Témiscamingue, d'une salle de rencontre culturellement adaptée pour les victimes et témoins autochtones, comprenant notamment une fresque réalisée par des artistes anichinabés ; ▪ Poursuite de l'alimentation de la plateforme virtuelle, développée en collaboration avec l'ENPQ, afin de rendre accessibles des formulaires, des programmes de prévention ainsi que divers documents pertinents à la pratique policière. Plan d'action du développement durable 2023-2028 La SQ s'est engagée à favoriser le dialogue culturel en mettant en place des stratégies de communication ciblées pour les communautés autochtones qu'elle dessert et ayant une assise territoriale et une population résidente. Coordonnées par la DRCA, ces initiatives sont déterminées en fonction des besoins et problématiques exprimés par les communautés et favorisent la transmission d'informations policières ciblées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

SUR L'ÉQUIPE DÉDIÉE AUX RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES, POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES, VEUILLEZ
DONNER LE DÉTAIL DES ACTIONS, DE MESURES ET DÉPENSES ENGENDRÉES EN 2025-2026.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

En 2025-2026, des actions ont été menées pour deux d'entre elles : Ekuanitshit et Unamen Shipu.

Offre de prévention

La SQ a développé une trousse de prévention contre la fraude en réponse aux importants montants récemment versés à plusieurs membres des Premières Nations, à la suite d'une décision du Tribunal canadien des droits de la personne. Depuis novembre 2025, des activités de sensibilisation ont été déployées dans les communautés desservies par la SQ et d'autres interventions sont prévues au cours des prochains mois.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ EN 2025-2026, DONNER : A) LE NOMBRE DE PLAINTES PROVENANT DE RÉSIDENTS D'UN TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ ; i) SI POSSIBLE, VENTILER PAR TYPE DE CRIME OU DE MÉFAITS INVOQUÉS ; B) LE NOMBRE D'INTERVENTIONS DE LA SQ SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ ; C) LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS SUIVANTS UNE INTERVENTION SUR LE TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ, VENTILER PAR MOIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Voir l'annexe.

Notes:

- Les données associées aux plaintes reçues ont été interprétées comme le nombre de cartes d'appels ouvertes du **1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026** suivant une demande en services policiers. Dans certains cas, il pourrait avoir plusieurs appels pour une même carte d'appel.
- Pour certaines communautés, il est impossible de faire la distinction entre la partie village et la partie communauté puisque des adresses similaires reviennent dans les deux régions.
- Les municipalités de Cacouna et Longue-Pointe-De-Mingan sont conservées pour les dossiers MOI puisque des données pour ces territoires étaient présentes dans les cartes d'appel.
- Aucun résultat pour Gespeg, puisque la communauté est alimentée dans le code municipal de Gaspé, ainsi que pour Hunter's Point qui est un *Établissement Indien*, sans assise territoriale.

A) Nombre de cartes d'appel par type d'appel et par municipalité

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
CACOUNA / WHITWORTH	14	21	28	30	34	11	13	30	13	23
Alarme			3	3	1		1	3		1
Assistance				2	3			1		
Autre crime au code criminel		1								
Collision	1	3	3	2	3	1	2	6	3	5
Crime contre la personne		2		1			1			
Crime contre la propriété	1	5	2		6	1			2	2
Drogue								1		
Enquête non criminelle					2		2	1		3
Infraction liée à la circulation	3	3	4	8	5	4	2	6		4
Intervention policière	8	5	13	14	14	5	4	10	7	7
Permis d'arme		1					1	1		
Règlement municipal		1						1		
Véhicule retrouvé	1		3						1	1

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
KANESATAKE	28	24	34	25	27	19	21	14	28	19
Alarme	3	3	3		3	4	3	4	5	3
Assistance	1	1	2	1	2	1	2	2	2	4
Autre crime au code criminel	2	1	2			1	3			1
Collision	6	3	4	1	4	3	4	3	7	3
Crime contre la personne	3	3	4	3	2	3		1	1	
Crime contre la propriété	3	3	1	1	1		2	1	2	2
Enquête non criminelle	1		1	4	1				2	1
Infraction liée à la circulation	2	1	2	2	3		2		2	4
Intervention policière	6	8	11	11	10	7	5	3	7	1
Loi fédérale		1								
Règlement municipal	1		4	2						
Véhicule retrouvé					1					

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
KITCISAKIK	19	25	32	24	22	25	21	22	24	30
Alarme			1	1						
Assistance		2	1		2	2				
Autre crime au code criminel	2	2	2	3	1	4	1	2	3	2
Collision	1						1			
Crime contre la personne	2	5	5	4	3	2	4	4	6	
Crime contre la propriété	4	3	3	4	2	4	3			7
Drogue								1	1	
Enquête non criminelle	1	2	1	3	1	4	1	4	2	3
Infraction liée à la circulation	1	2	1		1	1	2	1		1
Intervention policière	8	7	16	9	11	8	9	9	11	17
Permis d'arme					1					
Règlement municipal		2	2					1	1	

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
LA ROMAINE	61	84	86	52	107	74	72	55	49	63
Alarme	3	5	9		2	5	6	1	4	4
Assistance	3	3	5	1	5	1	2	5	3	2
Autre crime au code criminel	2	2	3		4		2		1	3
Collision	1	1	1		4	1			1	1
Crime contre la personne	7	12	9	9	14	13	15	14	6	8
Crime contre la propriété	2	8	10	4	9	8	7	2	1	2
Drogue	3	2	3						6	2
Enquête non criminelle	3		1	1	1	1	1		2	1
Infraction liée à la circulation	2	5	3	1	8	4	2	3	3	
Intervention policière	35	45	42	36	58	39	36	29	21	38
Objet perdu/trouvé									1	
Règlement municipal		1			2	2		1		2
Véhicule retrouvé							1			

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
LAC RAPIDE	20	11	21	15	26	16	18	15	22	10
Alarme							1		1	
Assistance	2		1	1	3	1	1			
Autre crime au code criminel		1	1		2	1				
Collision	2		1	1						
Crime contre la personne	5	3	6	4	10	5	5	3	8	3
Crime contre la propriété	1		1		5		1	1	1	
Drogue			1							
Enquête non criminelle		1	2		2			1	2	
Infraction liée à la circulation	1			1		1	2			
Intervention policière	9	6	7	8	4	8	8	10	9	6
Règlement municipal			1						1	1

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
MATIMEKOSH / LAC JOHN	33	33	29	26	45	33	36	34	33	39
Alarme	1		1						1	2
Assistance	4	2	2			3	1	1	3	2
Autre crime au code criminel	3	3	2	2	3		2		2	2
Collision		1	1						1	
Crime contre la personne	9	5	4	1	4	7	7	5	4	4
Crime contre la propriété	2	3	4	4	2	7	4	3	2	7
Drogue					1					
Enquête non criminelle		2		1	1	1	3	5	1	1
Infraction liée à la circulation	2	1	1		1		2	2		2
Intervention policière	12	16	12	17	31	15	17	17	19	19
Règlement municipal			2	1	2			1		

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
MINGAN	17	15	37	38	14	19	14	18	13	16
Alarme				4	1		1	1		
Assistance		1	2	2	1		1	1	1	2
Autre crime au code criminel	1		3		1		1	1	1	2
Collision			1	1		2			2	
Crime contre la personne	3	4	10	6	2	3	2	5	2	2
Crime contre la propriété			6	2		4	1	1	1	
Drogue				1	1					
Enquête non criminelle	3	1		1		1	2		2	
Infraction liée à la circulation		1	6	2	2		2	1	1	3
Intervention policière	10	8	8	17	6	9	4	7	3	7
Loi provinciale			1							
Règlement municipal				2				1		

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
Type et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
NUTASHKUAN	52	42	66	64	68	40	33	44	43	37
Alarme	1	2	2	2	2	3	2	7	2	
Assistance	2	1			3	1		1	4	
Autre crime au code criminel	4	3		2	2	1	1	2	1	2
Collision		1	1	2	2			3		
Crime contre la personne	8	7	14	17	15	8	10	9	7	5
Crime contre la propriété	3	6	8	1	5	2	1	1	1	1
Drogue				1	1	1	1	1		
Enquête non criminelle	2	4	4		4	1	1		1	
Infraction liée à la circulation	1	1	3	4	2	1	1			1
Intervention policière	31	15	30	34	31	21	16	20	27	25
Permis d'arme			1		1					
Règlement municipal		2	2	1		1				3
Véhicule retrouvé			1							

Nombre de cartes	Année /Mois									
	2025									2026
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
WINNEWAY	13	19	34	15	12	6	13	14	14	17
Assistance							1	1		
Autre crime au code criminel		1		1	2	1	2	1	3	
Collision				1	1				1	
Crime contre la personne	3	7	9	4	2		3	2	3	1
Crime contre la propriété	2	2	1	4		3				
Enquête non criminelle			2				1	1	2	
Infraction liée à la circulation		1						1		
Intervention policière	8	8	21	5	6	2	6	8	5	16
Règlement municipal			1		1					

B) Nombre de cartes d'appels par priorité et par municipalité

Nombre de cartes	Année / Mois									
	2025									2026
Priorité et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
CACOUNA / WHITWORTH	14	21	28	30	34	11	13	30	13	23
0					2	1	1	1	1	2
1	1	3	9	8	3	2	5	7	1	
2	9	15	15	18	24	8	6	18	9	17
3	4	3	4	4	5		1	4	2	4
KANESATAKE	28	24	34	25	27	19	21	14	28	19
0	2		1	2	2	3	2	1	3	
1	14	18	12	7	11	12	8	6	12	7
2	12	2	18	12	13	4	10	7	11	10
3		4	3	4	1		1		2	2
KITCISAKIK	19	25	32	24	22	25	21	22	24	30
0	3	2	3	5		2		5	1	8
1	5	13	11	8	10	8	12	2	8	13
2	10	9	17	10	11	13	9	14	14	7
3	1	1	1	1	1	2		1	1	2
LA ROMAINE	61	84	86	52	107	74	72	55	49	63
0	2	1	2	2	5	5	2	4	2	3
1	17	30	25	11	30	23	28	11	14	18
2	31	49	53	38	69	43	38	38	22	37
3	11	4	6	1	3	3	4	2	11	5
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE	20	11	21	15	26	16	18	15	22	10
0	4	1	3	2	1	2	1	2	3	1
1	6	7	11	8	10	7	6	4	11	7
2	10	3	7	5	13	7	11	9	7	2
3					2				1	

B) Nombre de cartes d'appels par priorité et par municipalité

Nombre de cartes	Année / Mois									
	2025									2026
Priorité et municipalité	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
MATIMEKOSH / LAC JOHN	33	33	29	26	45	33	36	34	33	39
0	1		1		2		1	1	1	3
1	7	6	7	8	10	7	11	7	10	14
2	25	21	18	14	18	24	21	19	21	21
3		6	3	4	15	2	3	7	1	1
MINGAN	17	15	37	38	14	19	14	18	13	16
0	1	2		2		1		1	1	
1	4	6	8	15	7	8	5	6	1	6
2	9	6	26	19	6	10	7	10	9	10
3	3	1	3	2	1		2	1	2	
NUTASHKUAN	52	42	66	64	68	40	33	44	43	37
0	3	1	2	1	1	2	1	1	5	3
1	16	11	19	34	23	8	9	17	16	12
2	31	25	40	24	38	26	20	24	20	20
3	2	5	5	5	6	4	3	2	2	2
WINNEWAY	13	19	34	15	12	6	13	14	14	17
0	1	1	1		1		1			3
1	3	9	15	4	6	3	4	7	5	7
2	7	9	17	10	5	2	8	7	9	7
3	2		1	1		1				

C) Nombre de dossiers MIP par communauté ciblée

Nombre de dossiers	Année / Mois									
	2025									2026
Communauté	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
CACOUNA (M) / WHITWORTH	5	11	74	69	83	53	54	34	5	9
KITCISAKIK (EI)	15	21	20	17	17	18	19	27	15	29
LA ROMAINE (R)	46	65	60	43	62	47	50	33	27	30
LAC BARRIERE / LAC RAPIDE (R)	22	17	20	25	36	32	20	16	20	25
LONGUE-POINTE-DE-MINGAN (M)	9	17	10	11	16	6	8	1	5	5
MATIMEKOSH (R) /LAC-JOHN (R)	43	37	21	28	33	45	50	32	37	38
MINGAN (R)	15	14	24	14	11	17	18	15	7	22
NATASHKUAN (R)	47	44	57	43	39	20	15	23	31	15
WINNEWAY (EI)	24	44	47	30	30	12	24	24	29	24

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ, VEUILLEZ DONNER LE NOMBRE D'APPELS AU 9-1-1 PROVENANT DE RÉSIDENTS DU TERRITOIRE D'UNE COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE, VENTILER PAR MOIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Nombre de cartes d'appels, par municipalité, pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026.

Nombre de cartes d'appels											
Municipalité	2025									2026	Total 2025-2026
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	
CACOUNA	14	21	28	30	34	11	13	30	13	23	217
KANESATAKE	28	24	34	25	27	19	21	14	28	19	239
KITCISAKIK	19	25	32	24	22	25	21	22	24	30	244
LA ROMAINE	61	84	86	52	107	74	72	55	49	63	703
LAC RAPIDE	20	11	21	15	26	16	18	15	22	10	174
MATIMEKOSH / LAC JOHN	33	33	29	26	45	33	36	34	33	39	341
MINGAN	17	15	37	38	14	19	14	18	13	16	201
NUTASHKUAN	52	42	66	64	68	40	33	44	43	37	489
WINNEWAY	13	19	34	15	12	6	13	14	14	17	157
Total	257	274	367	289	355	243	241	246	239	254	2765

- Notes :
- Les données concernent le nombre de cartes d'appel du 1^{er} avril 2025 au 31 janvier 2026 et non le nombre total d'appels. Dans certains cas, il pourrait y avoir plusieurs appels pour une même carte d'appel.
 - Pour certaines communautés, il est impossible de faire la distinction entre la partie village et la partie communauté puisque des adresses similaires reviennent dans les deux régions.
 - Aucun résultat pour Gespeg, puisque la communauté est alimentée dans le code municipal de Gaspé, ainsi que pour Hunter's Point qui est un établissement indien, sans assise territoriale.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ. POUR 2025-2026, DONNER : A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ; B) TOUT MANUEL D'OPÉRATIONS, LIGNES DIRECTRICES OU DOCUMENTS EXPLICATIFS SUR LES POUVOIRS D'ENQUÊTE, D'INTERVENTIONS OU D'ARRESTATIONS DES POLICIERS DE LA SQ ; C) TOUT MANUEL OU DIRECTIVE AU SUJET DES ACTIVITÉS D'ENQUÊTE, D'INTERCEPTIONS OU D'ARRESTATIONS FAITES PAR LES POLICIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ

District Est :

- **Cacouna/Whitworth:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Gespeg :** Pas de protocole ou de mesure particulière.

District Nord :

- **Winneway :** Desserte transitoire – Août 2022 ENT-2021-14622_Entente de collaboration signée. Cette entente est renouvelée aux mêmes conditions à l'issu de son terme, pour des périodes successives additionnelles d'un an, à moins que l'une des Parties n'expédie un avis de non-renouvellement d'au moins trente jours.
- **Hunter's Point:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Matimekosh / Lac-John:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Mingan :** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Nutashkuan:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **La Romaine:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
- **Kitcisakik:** Protocole du Poste police communautaire mixte autochtone (PPCMA) entre la SQ et le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSSAT). Ce protocole ne vise pas spécifiquement la communauté de Kitcisakik, mais le PPCMA intervient à l'occasion sur la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR CHACUNE DES 11 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DESSERVIES PAR LA SQ. POUR 2025-2026, DONNER : A) LES PROTOCOLES OPÉRATIONNELS CONCERNANT LES INTERVENTIONS DE LA SQ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ ; B) TOUT MANUEL D'OPÉRATIONS, LIGNES DIRECTRICES OU DOCUMENTS EXPLICATIFS SUR LES POUVOIRS D'ENQUÊTE, D'INTERVENTIONS OU D'ARRESTATIONS DES POLICIERS DE LA SQ ; C) TOUT MANUEL OU DIRECTIVE AU SUJET DES ACTIVITÉS D'ENQUÊTE, D'INTERCEPTIONS OU D'ARRESTATIONS FAITES PAR LES POLICIERS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

District Ouest :

- **Kanesatake:** Pas de protocole ou de mesure particulière.
 - Lac Barrière:** Entente relative à la vérification d'antécédents judiciaires intervenue entre la SQ et une école de Lac Barrière et protocole ÉMIPIC entre la SQ et le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSSO) relatif à une Équipe mixte d'intervention – policiers et intervenant communautaire (ÉMIPIC). Ce protocole ne vise pas spécifiquement la communauté de Lac Barrière, mais l'ÉMIPIC intervient à l'occasion sur la communauté.
- B) C)** Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28 (3) et 29 al. 2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES RÉALISÉS OU DEPUIS LE 23 AVRIL 2015 CONCERNANT LE TASER.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

ÉTUDES, SCÉNARIOS OU ANALYSES
Le document demandé ne peut être communiqué en application du 1^{er} paragraphe de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2025-2026 QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2025-2026, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2025-2026 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

PAR PROGRAMME, INDIQUER LES CRÉDITS DEMANDÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2026-2027.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La réponse à cette question est incluse dans le Budget de dépenses 2026-2027 – Crédits et dépenses des portefeuilles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR L'ANNÉE 2025-2026, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, FOURNIR : A) LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C) LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION. INCLURE LEUR CV; D) LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**POUR L'ANNÉE 2025-2026, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE ET DONT LE CONTRAT
EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.**

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	10
Administration	6
Affaires organisationnelles	1
Enquêtes criminelles	8
Surveillance du territoire	6
Total	31

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

POUR L'ANNÉE 2025-2026, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL AU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	Nombre
Direction générale	
Surveillance du territoire	1
Administration	
Enquêtes criminelles	
Total	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2025-2026 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

	Effectifs civils réguliers en place	Effectifs civils occasionnels en place	% des civils occasionnels/Total des effectifs civils en place (réguliers et occasionnels)
Effectifs au 31 janvier 2026	2 134	315	12,9%
	Effectifs policiers réguliers en place	Effectifs policiers occasionnels en place	% des policiers occasionnels/Total des effectifs policiers en place (réguliers et occasionnels)
Effectifs au 31 janvier 2026	6 059	22	0,4%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE, PAR SECTEUR, DEVENUS PERMANENTS EN 2025-2026

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Secteurs d'activité	2026-2027	
	315 occasionnels civils en place au 31 janvier 2026	
	Nombre occasionnels devenus permanents	%
Direction générale	11	3,5%
Administration	3	1,0%
Affaires organisationnelles	0	0,0%
Enquêtes criminelles	4	1,3%
Surveillance du territoire	3	1,0%
Total	21	6,7%

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS PAR LE MINISTÈRE EN 2025-2026, EN INCLUANT LES COÛTS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER UNE DESCRIPTION SOMMAIRE, LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les formations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet de la SQ en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

<https://www.sq.gouv.qc.ca/diffusion-de-documents/diffusion-renseignements-relatifs-aux-depenses/>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

LES OBJECTIFS D'ÉMISSION DE CONSTATS D'INFRACTION POUR CHAQUE DISTRICT ET CHAQUE RÉGION.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La SQ a comme objectif l'amélioration du bilan routier du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

EFFECTIF POLICIER AFFECTÉ À DES TÂCHES DITES « MUNICIPALES » DANS DES MUNICIPALITÉS COMPTANT PLUS DE 50 000 HABITANTS (DRUMMONDVILLE, SHAWINIGAN, ETC.).

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucun. Cependant, tous les policiers ont la responsabilité, en tout temps, de faire appliquer les règlements municipaux relatifs au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

POUR CHAQUE ANNÉE DEPUIS 2015-2016, INDIQUER, POUR CHAQUE CORPS DE POLICE, LE NOMBRE DE PLAINTES POUR PROFILAGE RACIAL DÉPOSÉES CONTRE DES AGENTS D'UN CORPS POLICIER ET RÉGLÉES HORS DES TRIBUNAUX.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

La SQ ne dispose pas des informations pour répondre à cette question.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA PROCÉDURE PRÉVUE PAR LA SQ LORSQU'UN MINISTRE OU UN DÉPUTÉ FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE OU D'UN SIGNALEMENT. FOURNIR UN DOCUMENT EXPLICATIF ET DÉTAILLÉ.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Une enquête concernant un ministre ou un député peut être initiée pour donner suite à la réception d'une plainte, d'une information, d'un signalement ou encore en fonction du renseignement recueilli. Qu'il s'agisse d'un ministre, d'un député ou de tout autre citoyen, l'information est traitée de la même façon et l'enquête est réalisée avec la même rigueur. Ce type de dossier bénéficie également d'un encadrement rigoureux.

La SQ n'informe pas les partis politiques du fait qu'un de leur membre fait l'objet d'une enquête.

Toutefois, la SQ peut exceptionnellement aviser le gouvernement ou son représentant lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête :

- Si la nature du geste visé par l'enquête peut compromettre le travail du ministre ou du député;
- S'il y avait un risque pour la sécurité de l'État.

Dans ces situations, aucun détail lié à l'enquête ne serait divulgué. Cette communication serait effectuée en temps opportun afin de ne pas compromettre l'enquête en cours.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

PRÉCISER LA LONGÉVITÉ DE LA DERNIÈRE VACANCE DU POSTE DE RESPONSABLE DES MESURES D'URGENCE À LA SQ. FOURNIR UNE DATE DE DÉBUT DE LA VACANCE ET UNE DATE DE FIN.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Aucune vacance de poste au 31 janvier 2026.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

CONCERNANT L'IMPLANTATION DU SYSTÈME DE COMMUNICATION D'URGENCE RENIR, INDIQUER LES SOMMES, AU 31 MARS 2026, QUI ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES AU MAINTIEN DU SYSTÈME DE COMMUNICATION PRÉCÉDENT, LA NATURE ET LE NOMBRE DE SITUATIONS PROBLÉMATIQUES DANS LESQUELLES LE SYSTÈME RENIR A ÉTÉ IMPLIQUÉ, ET LE MONTANT PRÉVU EN 2026-2027 POUR EN COMPLÉTER LE DÉPLOIEMENT ET CORRIGER LES RATÉS.

TITRE ET NUMÉRO DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME : Sûreté du Québec

Le contrat actuel avec le consortium qui s'occupe du Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) s'est terminé le 31 décembre 2025. Des démarches sont en cours afin de prolonger le service jusqu'au 31 décembre 2026 au nord du 51^e parallèle, zone non prévue dans la couverture du RENIR, le temps de mettre en place une nouvelle solution. Au 31 janvier 2026, les dépenses relatives au Réseau intégré de télécommunications policières (RITP) se chiffraient à 5 531 124 \$. Pour les questions entourant la nature et le nombre de situations problématiques dans lequel le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2026-2027 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés, la SQ ne peut pas répondre à ces dernières. Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), propriétaire et spécialiste du RENIR, peut répondre à ces interrogations.